



EUROPEAN COMMISSION FOR THE EFFICIENCY OF JUSTICE
(CEPEJ)

SCHEME FOR EVALUATING JUDICIAL SYSTEMS 2011

Country: Moldova

National correspondent

First Name - Last Name: **GRIMALSCHI Lilia**
Job title: **Chef de Direction**
Organisation: **Ministère de la Justice**
E-mail: **grimalschi@justice.gov.md**
Phone Number : **+37369167266**

1. Demographic and economic data

1. 1. General information

1. 1. 1. Inhabitants and economic information

1) Number of inhabitants (if possible on 1 January 2011)

3 560 430

2) Total of annual public expenditure at state level and where appropriate, public expenditure at regional or federal entity level (in €) - (If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP)

	Amount
State level	1 788 249 642
Regional / federal entity level (total for all regions / federal entities)	NA

3) Per capita GDP (in €)

1 230

4) Average gross annual salary (in €)

2 172

5) Exchange rate from national currency (non-Euro zone) to € on 1 January 2011

16,1045 MDL

A.1

Please indicate the sources for questions 1 to 4 and give comments concerning the interpretation of the figures supplied if appropriate:

- 1, 3, 4 - Bureau national de statistique
- 2 - Ministère des Finances
- 5 - Banque Nationale de Moldova

Le nombre de la population ne comprend pas la population des districts de la partie gauche du Dniestr et du mun. Bender (région séparatiste – Transnistrie).

Le taux d'échange utilisé dans les données ci-dessus est le taux moyen de l'année 2010 de la Banque Nationale de Moldova, notamment 16,3995 MDL pour 1 Euro.

1. 2. Budgetary data concerning judicial system

1. 2. 1. Budget (courts, public prosecution, legal aid, fees)

6) Annual approved public budget allocated to the functioning of all courts, in € (if possible without the budget of the public prosecution services and without the budget of legal aid):

TOTAL annual approved budget allocated to the functioning of all courts (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	8 472 063
1. Annual public budget allocated to (gross) salaries	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	5 150 736
2. Annual public budget allocated to computerisation (equipment, investments, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	650 776
3. Annual public budget allocated to justice expenses (expertise, interpretation, etc), without legal aid. NB: this does not concern the taxes and fees to be paid by the parties.		NA
4. Annual public budget allocated to court	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	800 835

buildings (maintenance, operating costs)

5. Annual public budget allocated to investments in new (court) buildings	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	715 705
6. Annual public budget allocated to training and education	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	201 043
7. Other (please specify):	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	952 968

7) If you cannot separate the budget of the public prosecution services and the budget of legal aid from the budget allocated to all courts, please indicate it clearly. If "other", please specify:

La catégorie « autres » comprend les dépenses liées aux services de télécommunication et de courrier, le transport, les éditions périodiques, les équipements, les dépenses protocolaires et les missions, etc.

La somme totale du budget public annuel approuvé pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux ne comprend pas le budget alloué au tribunal militaire.

8) Are litigants in general required to pay a court tax or fee to start a proceeding at a court of general jurisdiction:

for criminal cases?

for other than criminal cases?

If yes, are there exceptions to the rule to pay court a tax or fee? Please provide comments on those exceptions:

Selon l'article 85 du Code de procédure civile, adopté par la Loi n° 225-XV du 30/05/2003, sont exemptés de la taxe d'Etat au jugement des affaires civiles:

a) les requérants dans les actions:

- de réintégration au service, de revendication des montants de rétribution du travail et dans d'autres revendications liées aux rapports de travail ;
- découlant du droit d'auteur et des droits connexes, du droit des inventions, des desseins et modèles industriels, des types de plantes, des topographies des circuits intégrés, de même que des autres droits sur la propriété intellectuelle ;
- de l'encaissement de la pension de l'entretien ;
- de réparation du préjudice causé par lésion de l'intégrité corporelle ou par une autre lésion de la santé ou par décès ;
- de réparation du préjudice matériel causé par l'infraction ;
- de revendication de la réparation du préjudice causé par la pollution de l'environnement et l'utilisation irrationnelle des ressources naturelles ;
- de revendication des indemnités de protection sociale ;
- des rapports de contentieux administratif ;
- pour les saisines concernant la déclaration comme illégales des manifestations et des réunions non sanctionnées.

b) les citoyens de la République de Moldova – pour les demandes d'adoption ;

c) les mineurs – pour les demandes de défense de leurs droits ;

c1) les victimes de la violence en famille – pour les demandes en application des mesures de protection;

d) les personnes soumises aux répressions politiques – dans les affaires concernant les répressions ;

e) les avocats parlementaires - pour les demandes concernant la défense des intérêts des requérants dont les droits et les libertés constitutionnelles ont été violés ;

f) le procureur, les autorités publiques, les organisations et les personnes physiques qui, selon la loi, sont habilitées de déposer devant l'instance des demandes concernant la défense des droits, des libertés, et des intérêts légitimes de certaines personnes ou concernant la défense des intérêts de l'Etat ou de la société et d'introduire des demandes en contestation des jugements des instances judiciaires ;

g) les organes des affaires internes et le Centre de Lutte contre les Crimes Economiques et la Corruption - en revendication de la compensation des dépenses de poursuite des personnes s'esquivant du paiement des pensions d'entretien, de la réparation du préjudice causé par lésion de l'intégrité corporelle ou par une autre lésion de la santé ou par décès, du paiement des impôts et des autres obligations au budget de l'Etat, de la compensation des dépenses de recherche du débiteur et de ses biens ou de l'enfant repris du débiteur en vertu d'une décision judiciaire, de même que des dépenses de garde des biens repris du débiteur et mis sous scellé et des biens du débiteur évacué du logement ;

h) les institutions d'assistance sociale - dans les actions de régresse contre celui ayant causé le préjudice, pour l'encaissement de celui-ci des aides et de la pension étant acquittées à la personne préjudiciée ou aux membres de sa famille ;

i) les autorités publiques centrales, les organes centraux de spécialité de l'administration publique, la Cour des Comptes et les organes leur soumis, financés du budget de l'Etat ainsi que les autorités de l'administration publique locale - lors de l'introduction des actions et des contestations des arrêts des instances judiciaires y compris dans les affaires examinées dans le cadre de la procédure de contentieux administratif sans différence de leur qualité procédurale ;

j) l'Agence d'Etat pour la Protection de la Propriété Intellectuelle - dans le cas de ses contestations des arrêts et décisions concernant la procédure de l'enregistrement des objectifs de propriété intellectuelle ;

k) les organisations sociales des invalides, les institutions, les entreprises et les associations d'instruction et de production des invalides- dans toutes les actions et pour toutes leurs demandes ;

l) les parties - dans les litiges concernant la réparation du préjudice causé par condamnation illégale, traduction illégale à la responsabilité pénale par l'application illégale de la mesure préventive sous la forme de l'arrêt préventif ou sous la forme de l'imposition de l'engagement par écrit de ne pas quitter la localité ou par l'application illégale de la sanction administrative l'arrêt ;

m) les participants au procès - pour leurs plaintes contre les conclusions judiciaires;

n) les parties - dans les affaires en révision des jugements ;

o) La Compagnie Nationale d'Assurance Médicales et ses agences territoriales (de branche) – dans les actions engagées contre les personnes physiques et juridiques qui s'esquivent du paiement des primes d'assurances obligatoire d'assistance médicale; dans les actions engagées contre les prêteurs des services médicaux ou du personnel médical, en vue de la compensation matérielle du préjudice causé à la santé des personnes assurées de leur faute; dans les actions engagées contre les personnes physiques et juridiques responsables pour le préjudice causé à la santé de la personne assurée et dans les actions en régresse.

(2) Peuvent être établies par la loi et d'autres cas d'exemption des parties du paiement de la taxe d'Etat.

(3) La délivrance, sur demande, des copies des actes judiciaires pour les participants au procès est faite sans le paiement de la taxe d'Etat. La délivrance répétée des copies du

même acte est soumise à la taxe d'Etat.

(4) En fonction de la situation matérielle et des preuves présentées à cet égard, la personne physique ou morale peut être exemptée par le juge (par l'instance de jugement) du paiement de la taxe d'Etat ou du paiement d'une de ses parties.

9) Annual income of court taxes or fees received by the State (in €)

NA

10) Annual approved public budget allocated to the whole justice system, in € (this global budget does not include only the court system as defined under question 6, but also the prison system, the judicial protection of juveniles, the operation of the Ministry of Justice, etc.)

NA

54 453 215

11) Please indicate the budgetary elements that are included in the whole justice system. If "other", please specify in the "comment" box below.

Court system	Yes
Legal aid	Yes
Public prosecution services	Yes
Prison system	Yes
Probation services	Yes
Council of the judiciary	Yes
Judicial protection of juveniles	NAP
Functioning of the Ministry of Justice	Yes
Refugees and asylum seekers services	No
Other	Yes

Comment :

La somme en question a inclue aussi le budget alloué pour les autorités suivantes: le Département d'Exécution, le Centre d'expertise judiciaire, le Centre d'harmonisation de la législation, le Département d'administration judiciaire, le Notariat, la Cour Constitutionnelle, l'Institut National de Justice.

Cette somme ne comprend pas le budget alloué au tribunal militaire.

12) Annual approved public budget allocated to legal aid, in €- If one or several data are not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Total annual approved public budget allocated to legal aid (12.1 + 12.2)	12.1 Annual public budget allocated to legal aid in criminal law cases	12.2 Annual public budget allocated to legal aid in non criminal law cases
Amount (in €)	314034	314034	NA

13) Total annual approved public budget allocated to the public prosecution services (in €). Please indicate in the "comment" box below any useful information to explain the figures provided.

Amount

4 416 909

Comment :

14) Authorities formally responsible for the budgets allocated to the courts (multiple options possible) :

	budget	budget	of the budget among the individual courts	budget at a national level
Ministry of Justice	Yes	No	Yes	No
Other ministry	No	No	No	Yes

Parliament	No	Yes	No	No
Supreme Court	No	No	No	No
Judicial Council	Yes	No	No	No
Courts	Yes	No	No	No
Inspection body	No	No	No	No
Other	No	No	No	No

15) If any other Ministry and/or inspection body and/or other, please specify (considering question 14):

Le Ministère des Finances évalue l'utilisation du budget au niveau national.

A.2

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your budgetary system and the main reforms that have been implemented over the last two years
- if available an organisation scheme with a description of the competencies of the different authorities responsible for the budget process

Les procédures budgétaires s'inscrivent dans le schéma suivant:

Après l'élaboration du projet du budget les tribunaux remettent le projet au Ministère de la Justice, ensuite le Ministère de la Justice ensemble avec le Conseil Supérieur de la Magistrature coordonne les données et les font remettre au Ministère des Finances pour obtenir l'avis. Après que toutes les propositions et suggestions soient introduites dans le projet, le projet est remis aux fins de son approbation au Gouvernement. Après, ce projet est remis au Parlement aux fins de son adoption.

Q6#2#7 : Les couts de formation pour l'année 2010 comprennent les couts des cours de formation initiale des juges et des procureurs, les couts de la formation professionnelle des juges et du personnel de l'instance et les couts liés à la formation professionnelle des procureurs.

Q6#2#3 : L'un des motifs c'est qu'à partir de l'année 2009, on alloue des ressources financières pour assurer constamment la fonctionnalité, la maintenance, ainsi que la sécurité de tous les systèmes, les équipements et l'infrastructure informationnelle des instances judiciaires de Moldova moyennant un complexe de services d'entretien et de maintenance technique du système informationnel juridique, des pages web; la sécurité des communications et des réseaux locaux, l'assurance de la sécurité de la transmission des informations et la sécurité des informations du système, ainsi que le maintien de la connexion dans le et entre tous les tribunaux et cours d'appel, ainsi que des services d'assurance de la maintenance et le perfectionnement du Programme Intégré de Gestion des Affaires et des autres programmes utilisés dans le système judiciaire.

Q6#2#6 : Des montants ont été alloués pour les travaux de construction du bâtiment du tribunal de Basarabeasca et pour la construction du bâtiment du tribunal de Ceadr Lunga.

Q10 : La somme indiquée en 2008 a inclus le budget alloué aux autorités suivantes: le Ministère de la Justice, la Cour Suprême de Justice, les Cours d'Appel, les tribunaux, le Département d'Exécution, le Parquet, le Notariat, la Cour Constitutionnelle, le Conseil Supérieur de la Magistrature, l'Institut National de la Justice, le Département des Etablissements Pénitentiaires. Cette somme ne comprend pas le budget alloué au tribunal militaire.

Alors que pour l'année 2010, la somme en question a inclus le budget alloué pour les autorités suivantes: le Ministère de la Justice, la Cour Suprême de Justice, les Cours d'Appel, les tribunaux, le Département d'Exécution, le Parquet, le Notariat, la Cour Constitutionnelle, le Conseil Supérieur de la Magistrature, l'Institut National de la Justice, le Département des Etablissements Pénitentiaires, le Centre d'expertise judiciaire, le Centre d'harmonisation de la législation, le Département d'administration judiciaire, le budget alloué à l'aide judiciaire. Cette somme ne comprend pas le budget alloué au tribunal militaire.

Q12 : En 2010, le nombre des décisions d'octroi de l'assistance juridique garantie de l'Etat a augmenté d'environ 16 % par rapport au nombre des décisions des décisions d'octroi de l'assistance juridique garantie de l'Etat en 2009.

Please indicate the sources for answering the questions 6, 9, 10, 11, 12 and 13.

6 - Ministère de la Justice (Département d'administration judiciaire), Cour Suprême de Justice, Institut National de la Justice

9 - Ministère des Finances

10, 11, 12 - Ministère de la Justice

13 - Parquet Général

2. Access to Justice and to all courts

2. 1. Legal aid

2. 1. 1. Principles

16) Does legal aid apply to:

	Criminal cases	Other than criminal cases
Representation in court	Yes	Yes
Legal advice	Yes	No

17) Does legal aid include the coverage of or the exemption from court fees?

Yes

No

If yes, please specify:

18) Can legal aid be granted for the fees that are related to the enforcement of judicial decisions (e.g. fees of an enforcement agent)?

Yes

No

If yes, please specify:

19) Can legal aid be granted for other costs (different from questions 16 to 18, e.g. fees of technical advisors or experts, costs of other legal professionals (notaries), travel costs etc ? If yes, please specify it in the "comment" box below).

	Criminal cases	Other than criminal cases
	No	No

Comment :

20) Number of cases referred to the court and for which legal aid has been granted. Please specify in the "comment" box below, when appropriate. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

[This question concerns only the annual number of cases for which legal aid has been granted to those referring a case to a court. It does not concern legal advice provided for cases that are not brought before the court.]

	Number
Total	8567
in criminal cases	8567
other than criminal cases	NA

Comment :

Dans les affaires autres que celles pénales l'aide judiciaire est octroyée dans les cas de limitation de la personne dans sa capacité d'exercice ou en cas de la déclaration de son incapacité, ainsi qu'en cas d'examen de l'internement de la personne dans une institution de psychiatrie (art. 304 et 316 du Code de procédure civile).

21) In criminal cases, can individuals who do not have sufficient financial means be assisted by a free of charge (or financed by a public budget) lawyer? Please specify in the "comment" box below.

Accused individuals	Yes
Victims	Yes

Comment :

La victime d'une infraction assez grave ou exceptionnellement grave contre la personne dispose du droit d'être assistée par un avocat qui octroi de l'assistance juridique garantie par l'Etat en cas d'absence des ressources financières pour payer l'avocat. (Article 58 alinéa (4) point 2) du Code de procédure pénale).

22) If yes, are individuals free to choose their lawyer within the framework of the legal aid system

Yes

No

23) Does your country have an income and assets evaluation for granting legal aid to the applicant ? Please provide in the "comment" box below any information to explain the figures provided. If you have such a system but no data available, please indicate NA. If you do not have such a system, please indicate NAP.

	amount of annual income (if possible for one person) in €	amount of assets in €
for criminal cases	84	NAP
for other than criminal cases?	NAP	NAP

Comment :

L'assistance juridique qualifiée est octroyée aux personnes dont le revenu mensuel moyen est inférieur au niveau minimum d'existence sur habitant du pays. Pour évaluer le revenu du demandeur d'assistance juridique garantie par l'Etat est prise en considération la moyenne mensuelle des revenus et des gains obtenus pendant les 6 derniers mois précédant le mois du dépôt de la demande.

Lorsque la personne a besoin d'une assistance juridique d'urgence dans le cas d'une garde à vue dans le procès pénal ou d'une procédure contraventionnelle ou lorsque la participation du défenseur s'avère obligatoire dans le procès pénal ou civil, l'assistance juridique qualifiée est accordée sans considération du niveau des revenus de la personne.

24) In other than criminal cases, is it possible to refuse legal aid for lack of merit of the case (for example for frivolous action or no chance of success)?

Yes

No

If yes, please explain the exact criteria for denying legal aid:

25) Is the decision to grant or refuse legal aid taken by :

the court?

an authority external to the court?

a mixed decision-making authority (court and external bodies)?

26) Is there a private system of legal expense insurance enabling individuals (this does not concern companies or other legal persons) to finance court proceedings?

Yes

No

If appropriate, please inform about the current development of such insurances in your country; is it a growing phenomenon?

27) Can judicial decisions direct how legal costs, paid by the parties during the procedure, will be shared, in:

criminal cases?	No
other than criminal cases?	Yes

B.1

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your legal aid system and the main reforms that have been implemented over the last two years

Concernant le point 27 il est à mentionner que selon l'article 94 du Code de procédure civile adopté par la Loi n°225-XV du 30/05/2003, l'instance de jugement oblige la partie ayant perdue le procès de payer à la partie ayant obtenue gain de cause tous les frais en justice. Si l'action du requérant a été partiellement recevable alors on lui fait compenser les frais en justice proportionnellement à la partie déclarée recevable des allégations et au défendeur- proportionnellement à la partie rejetée des allégations du requérant.

Dans les affaires pénales, les frais de justice sont supportées par l'Etat et les parties ne sont pas obligées à payer les frais de justice.

Please indicate the sources for answering the questions 20 and 23

Ministère de la Justice

2. 2. Users of the courts and victims

2. 2. 1. Rights of the users and victims

28) Are there official internet sites/portals (e.g. Ministry of Justice, etc.) for which the general public may have free of charge access to the following:

The websites mentioned could appear in particular on the internet website of the CEPEJ. Please specify in the "comment" box below what documents and information the addresses for "other documents" include:

- | | | |
|---|---|-------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> legal texts (e.g. codes, laws, regulations, etc.)? Internet address(es): | <input checked="" type="checkbox"/> Yes | www.justice.md |
| <input type="checkbox"/> case-law of the higher court/s? Internet address(es): | <input checked="" type="checkbox"/> Yes | www.csj.md,
www.justice.md |
| <input type="checkbox"/> other documents (e.g. downloadable forms, online registration)? | <input checked="" type="checkbox"/> Yes | www.csj.md,
http://ca.justice.md |

Comment :

29) Is there an obligation to provide information to the parties concerning the foreseeable timeframes of proceedings?

- Yes
 No

If yes, please specify:

30) Is there a public and free-of-charge specific information system to inform and to help victims of crime?

- Yes
 No

If yes, please specify:

Pour les victimes du trafic d'êtres humains et les victimes de violence domestique, un numéro de téléphone spécial à accès gratuit a été mis en place et une campagne publicitaire dans la mass-média a été déroulée afin de sensibiliser la société.

31) Are there special favourable arrangements to be applied, during judicial proceedings, to the following

categories of vulnerable persons. If "other vulnerable person" and/or "other special arrangements", please specify it in the "comment" box below.

[This question does not concern the police investigation phase of the procedure and does not concern compensation mechanisms for victims of criminal offences, which are addressed under questions 32 to 34.]

	Information mechanism	Special arrangements in court hearings	Other
Victims of rape	No	Yes	Yes
Victims of terrorism	No	No	No
Children (witnesses or victims)	No	Yes	Yes
Victims of domestic violence	No	No	Yes
Ethnic minorities	No	No	No
Disabled persons	No	Yes	Yes
Juvenile offenders	No	Yes	Yes
Other (e.g. victims of human trafficking)	No	No	Yes

Comment :

Sur la demande de la victime de la violence en famille alléguant des menaces à la mort, l'application de la violence, la détérioration ou la destruction des biens ou d'autres actes illégaux, l'instance de jugement peut rendre une ordonnance de protection qui peut offrir une protection à la victime, en appliquant à l'agresseur l'une ou plusieurs des mesures suivantes:

- l'obligation de quitter temporairement le logement commun ou de se tenir loin du logement de la victime sans différence du droit de propriété sur les biens;
- l'obligation de se tenir loin de lieu de, à une distance qui pourrait assurer la sécurité de la victime;
- l'obligation de ne pas contacter la victime, ses enfants, d'autres personnes qui dépendent d'elle;
- l'interdiction de visiter le lieu de travail et de vie de la victime;
- la restriction de disposer unilatéralement des biens communs;
- l'obligation de passer un examen médical de l'état psychique et la dépendance de la drogue/alcool et, en cas d'existence d'un avis médical attestant la dépendance de la drogue /de l'alcool, de suivre un traitement médical forcé d'alcoolisme / de la drogue;
- l'obligation de participer à un programme spécial de traitement ou de conciliation si une pareille action est déterminée par l'instance de jugement en tant que nécessaire pour la réduction de la violence ou sa;
- l'interdiction de la garde et du port d'arme. (Article 2151 du Code de procédure pénale et l'article 3184 du Code de procédure civile)

La victime de la traite des êtres humains bénéficie du droit à la protection d'Etat dès son identification. (Article 58 alinéa (5) du Code de procédure pénale)

L'affaire à l'égard d'un mineur est divisée autant que possible et forme un dossier séparé lorsqu'à la commission de l'infraction ont également participé des adultes. (article 476 du Code de procédure pénale)

La garde à vue du mineur ainsi que son arrestation préventive ne peut être appliquée que dans des cas exceptionnels en cas d'infractions graves commises avec l'usage de la violence, assez graves ou exceptionnellement graves. La garde à vue ou l'arrestation préventive du mineur est annoncée immédiatement au procureur et aux parents ou d'autres représentants légaux du mineur, fait consigné dans le procès-verbal de garde à vue. (article 477 du Code de procédure pénale)

32) Does your country allocate compensation for victims of crime?

Yes

No

If yes, for which kind of offences

La victime d'un fait qui est constitutif d'une infraction a le droit de demander, dans les conditions du code de procédure pénale, la réparation des préjudices moraux, physiques et matériels.

La personne acquittée ou à l'égard de laquelle on a disposé d'enlever la poursuite pénale ou de cesser la poursuite pénale sur motif de réhabilitation, a le droit d'être reposée dans ses droits perdus et aussi d'être dédommagée pour le préjudice lui causé. (article 23 du Code de procédure pénale).

La victime d'une infraction assez grave ou exceptionnellement grave contre la personne dispose du droit de recevoir un dédommagement matériel pour le préjudice causé par l'infraction. (article 58 alinéa (4) point 4) du Code de procédure pénale).

33) If yes, does this compensation consist in:

- a public fund?
- damages to be paid by the responsible person (decided by a court decision)?
- a private fund?

34) Are there studies that evaluate the recovery rate of the damages awarded by courts to victims?

- Yes
- No

If yes, please inform about the recovery rate, the title of the studies, the frequency of the studies and the coordinating body:

35) Do public prosecutors have a specific role with respect to the victims (protection and assistance)?

- Yes
- No

If yes, please specify:

Par exemple: selon la Loi sur la prévention et la lutte contre le trafic d'êtres humains, le Procureur assure au cours de la poursuite pénale la protection et l'assistance aux victimes du trafic.

36) Do victims of crime have the right to dispute a public prosecutor's decision to discontinue a case?

Please verify the consistency of your answer with that of question 105 regarding the possibility for a public prosecutor "to discontinue a case without needing a judicial decision".

- Yes
- No
- NAP (the public prosecutor cannot decide to discontinue a case on his/her own. A judicial decision is needed).

If necessary, please specify:

Selon l'article 313 du Code de procédure pénale, la plainte portant sur les actions du Procureur peuvent être adressées au Procureur hiérarchiquement supérieur, et en cas de désaccord, au juge d'instruction dans le délai de 10 jours à compter du jour de la notification de la réponse du Procureur hiérarchiquement supérieur ou de l'expiration de la date limite pour cette réponse.

2. 2. 2. Confidence of citizens in their justice system

37) Is there a system for compensating users in the following circumstances:

- excessive length of proceedings?
- non execution of court decisions?
- wrongful arrest?
- wrongful condemnation?

Where appropriate, please give details on the compensation procedure, the number of cases, the result of the procedures and the existing mechanism for calculating the compensation (e.g. the amount per day for unjustified detentions or convictions):

Les dispositions de la Loi n°1545-XIII du 25/02/1998 concernant la modalité de réparation du préjudice causé par les actions illicites des organes de poursuite pénale, de la procuratoura et des instances judiciaires réglemente les cas et la modalité de détermination des quantum des montants réparables. Le tarif quotidien n'est pas spécifié de façon expresse.

Les articles 243 et 246 du Code de procédure civile disposent que lorsque l'instance judiciaire prononce l'arrêt en encaissement d'une somme d'argent ou en ad jugement d'un bien en nature, elle consigne aussi l'intérêt de retard déterminée en conformité avec l'art. 619 du Code civil, que le débiteur doit acquitter même en absence de la culpabilité lorsqu'il n'exécute pas l'arrêt dans un délai de 90 jours à partir de la date où il est rendu définitif.

38) Does your country have surveys aimed at legal professionals and court users to measure their trust and/or satisfaction with the services delivered by the judicial system? (multiple options possible)

- (Satisfaction) surveys aimed at judges
- (Satisfaction) surveys aimed at court staff
- (Satisfaction) surveys aimed at public prosecutors
- (Satisfaction) surveys aimed at lawyers
- (Satisfaction) surveys aimed at the parties
- (Satisfaction) surveys aimed at other court users (e.g. jurors, witnesses, experts, interpreters, representatives of governmental agencies)
- (Satisfaction) surveys aimed at victims

If possible, please specify their titles, object and websites where they can be consulted:

39) If possible, please specify:

	Surveys at a regular interval (for example annual)	Occasional surveys
Surveys at national level	No	No
Surveys at court level	No	No

40) Is there a national or local procedure for making complaints about the functioning of the judicial system (for example the treatment of a case by a judge or the duration of a proceeding)?

- Yes
- No

41) Please specify which authority is responsible for dealing with such complaints and inform whether there is or not a time limit to respond and/or a time limit for dealing with the complaint (multiple options possible). Please give information concerning the efficiency of this complaint procedure in the "comment" box below.

	Time limit to respond (e.g. to acknowledge receipt of the complaint, to provide information on the follow-up to be given to the complaint, etc.)	Time limit for dealing with the complaint	No time limits
Court concerned	No	No	No
Higher court	Yes	Yes	No
Ministry of Justice	No	No	No
High Council of the Judiciary	Yes	Yes	No
Other external bodies (e.g. Ombudsman)	No	No	No

Comment :

3. Organisation of the court system

3. 1. Functioning

3. 1. 1. Courts

42) Number of courts considered as legal entities (administrative structures) and geographic locations. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Total number
42.1 First instance courts of general jurisdiction (legal entities)	46
42.2 First instance specialised Courts (legal entities)	2
42.3 All the Courts (geographic locations) (this includes 1st instance courts of general jurisdiction, first instance specialised courts, all second instance courts and courts of appeal and all supreme courts)	55

43) Number (legal entities) of first instance specialised courts (or specific judicial order). If "other specialised 1st instance courts", please specify it in the "comment" box below. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Total (must be the same as the data given under question 42.2)	2
Commercial courts	1
Labour courts	NAP
Family courts	NAP
Rent and tenancies courts	NAP
Enforcement of criminal sanctions courts	NAP
Administrative courts	NAP
Insurance and / or social welfare courts	NAP
Military courts	1
Other specialised 1st instance courts	NAP

Comment :

44) Is there a foreseen change in the structure of courts [for example a reduction of the number of courts (geographic locations) or a change in the powers of courts]?

Yes

No

If yes, please specify:

Par la Loi n° 163-XVI du 22 juillet 2011 on a liquidé les tribunaux spécialisés: la Cour d'Appel Economique, le tribunal militaire et le tribunal économique de circonscription. Les actions civiles et les affaires pénales qui tenaient de la compétence de la Cour d'Appel Economique, du tribunal économique de circonscription et du tribunal militaire seront déposées/remises devant les tribunaux de droit commun compétents.

45) Number of first instance courts (geographic locations) competent for the following cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Number of courts
a debt collection for	47

small claims	
a dismissal	46
a robbery	47

Please give the definition for small claims and indicate the monetary value of a small claim:

Please indicate the sources for answering questions 42, 43 and 45:

A la réponse n° 42, 43 - la loi nr. 514-XIII du 06.07.1995 sur l'organisation judiciaire

A la réponse n° 45 - la loi nr. 514-XIII du 06.07.1995 sur l'organisation judiciaire; le Code de procédure pénale et le Code de procédure civile.

3. 1. 2. Judges and non-judge staff

46) Number of professional judges sitting in courts (if possible on 31 December 2010) (please give the information in full-time equivalent and for permanent posts actually filled for all types of courts - general jurisdiction and specialised courts). If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Please provide in the "comment" box below any useful comment for interpreting the data above.

[Please make sure that public prosecutors and their staff are excluded from the following figures (they will be part of questions 55-60). If a distinction between staff attached to judges and staff attached to prosecutors cannot be made, please indicate it clearly.

Please indicate the number of posts that are actually filled at the date of reference and not the theoretical budgetary posts.]

	Total	Males	Females
Total number of professional judges (1 + 2 + 3)	443	278	165
1. Number of first instance professional judges	317	220	97
2. Number of second instance (court of appeal) professional judges	79	31	48
3. Number of supreme court professional judges	47	27	20

Comment :

47) Number of court presidents (professional judges). If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Total	Males	Females
Total number of court presidents (1 + 2 + 3)	53	40	13
1. Number of first instance court presidents	46	34	12
2. Number of second instance (court of appeal) court presidents	6	5	1
3. Number of supreme court presidents	1	1	0

48) Number of professional judges sitting in courts on an occasional basis and who are paid as such (if possible on 31 December 2010). If necessary, please provide in the "comment" box below any information to explain the answer under question 48.

Gross figure

NAP

If possible, in full-time equivalent

NAP

Comment :

Dans le système judiciaire de la République de Moldova, il n'existe pas des juges professionnels exerçant à titre occasionnel.

49) Number of non-professional judges who are not remunerated but who can possibly receive a simple defrayal of costs (if possible on 31 December 2010) (e.g. lay judges and "juges consulaires", but not arbitrators and persons sitting in a jury).

Gross figure

NAP

50) Does your judicial system include trial by jury with the participation of citizens?

 Yes No

If yes, for which type of case(s)?

51) Number of citizens who were involved in such juries for the year of reference:

NAP

52) Number of non-judge staff who are working in courts for judges (if possible on 31 December 2010) (this data should not include the staff working for public prosecutors; see question 60) (please give the information in full-time equivalent and for permanent posts actually filled). If "other non-judge staff", please specify it in the "comment" box below.

Total non-judge staff working in courts (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	1570
1. Rechtspfleger (or similar bodies) with judicial or quasi-judicial tasks having autonomous competence and whose decisions could be subject to appeal		NAP
2. Non-judge staff whose task is to assist the judges (case file preparation, assistance during the hearing, court recording, helping to draft the decisions) such as registrars	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	449
3. Staff in charge of different administrative tasks and of the management of the courts (human resources management, material and equipment management, including computer systems, financial and budgetary management, training management)	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	783
4. Technical staff	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	338
5. Other non-judge staff		NAP

Comment :

Nombre total de personnel non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers comprend tous les greffiers des instances judiciaires et les cours d'appel et les assistants de la Cour Suprême de Justice.

Nombre total de personnel chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux comprend les catégories suivantes des 3 juridictions: comptables en chef, chefs de chancellerie, chefs des archives, fonctionnaire des archives, chefs d'expédition, courriers, expéditeurs, chefs du service auxiliaire, chef de direction/section économique et administrative, conseillers du président, consultants, spécialistes, chefs direction documentation, chefs du bureau de multiplication, traducteurs.

Les chiffres n'incluent pas nombre du personnel non magistrat du tribunal militaire.

Les chiffres indiqués pour 2008 ont inclus le nombre du personnel non magistrat des instances judiciaires et des cours d'appel selon le schéma d'encadrement.

La différence entre le nombre total de personnel non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers indiqué en 2008 et 2010 s'explique parce qu'en 2008 cette comprenait aussi: conseillers du président, consultants, traducteurs, interprètes.

53) If there are Rechtspfleger (or similar bodies) in your judicial system, please describe briefly their status and duties:

54) Have the courts delegated certain services, which fall within their powers, to private providers (e.g. IT services, training of staff, security, archives, cleaning)?

Yes No

If yes, please specify:
la sécurité

C.1**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your judicial system and the main reforms that have been implemented over the last two years

Please indicate the sources for answering questions 46, 47, 48, 49 and 52

A la réponse n° 46, 47 - le Conseil Supérieur de la Magistrature

A la réponse n° 52- Ministère de la Justice (Département d'administration judiciaire)

3. 1. 3. Public prosecutors and staff

55) Number of public prosecutors (if possible on 31 December 2010) (please give the information in full-time equivalent and for permanent posts actually filled, for all types of courts – ordinary and specialised jurisdictions). If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP. Please provide in the "comment" box below any useful information for interpreting the data.

	Total	Males	Females
Total number of prosecutors (1 + 2 + 3)	737	494	243
1. Number of prosecutors at first instance level	591	395	196
2. Number of prosecutors at second instance (court of appeal) level	23	17	6
3. Number of prosecutors at supreme court level	123	82	41

Comment :

Le nombre de procureurs auprès des cours suprêmes comprend le nombre total de procureurs du Parquet Général.

56) Number of heads of prosecution offices. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP. Please provide in the "comment" box below any useful information for interpreting the data.

	Total	Males	Females
Total number of heads of prosecution offices (1 + 2 + 3)	109	99	10
1. Number of heads of prosecution offices at first instance level	102	92	10
2. Number of heads of prosecution offices at second instance (court of appeal) level	6	6	0
3. Number of heads of prosecution offices at supreme court level	1	1	0

Comment :

Le nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes comprend le nombre total de procureurs chefs du Parquet Général.

57) Do other persons have similar duties to public prosecutors?

 Yes No

Number (full-time equivalent)

58) If yes, please specify their title and function:

59) If yes, is their number included in the number of public prosecutors that you have indicated under question 55?

Yes

No

60) Number of staff (non-public prosecutors) attached to the public prosecution service (if possible on 31 December 2010) (without the number of non-judge staff, see question 52) (in full-time equivalent and for permanent posts actually filled).

Number

Yes

406

C.2

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter

- the characteristics of your judicial system and the main reforms that have been implemented over the last two years

Le 25 décembre 2008, le Parlement de la République de Moldova a adopté une nouvelle Loi sur le Parquet dont les dispositions sont entrées en vigueur le 17 mars 2009. L'adoption de la Loi respective a permis la révision des attributions et des compétences du Parquet, la réorganisation institutionnelle, l'établissement des principes d'organisation de l'activité du Parquet, la réglementation des règles directrices visant le statut du procureur ainsi que l'établissement des compétences des organes consultatifs et d'auto administration du parquet.

Q60 : Par l'Arrêté du Parlement sur l'approbation de la structure du Parquet Général n°77 du 04.05.2010 et l'Arrêté du Parlement n°78 du 04.05.2010 sur l'approbation du nombre des organes du Parquet, leur personnel, les localités de résidence et les circonscriptions de leur activité, on a approuvé les nouvelles dimensions concernant le personnel des procureurs, auxiliaire et technique du Parquet.

Alors, les unités du personnel non procureurs ont été modifiés. Par les ordres du Parquet Général 364-p et 365-p du 24.05.2010 un nombre de 206 fonctions a été réduit parmi le personnel non procureurs.

Please indicate the sources for answering questions 55, 56 and 60

A la réponse n° 55, 56 et 60 - Parquet Général

3. 1. 4. Court budget and new technologies

61) Who is entrusted with responsibilities related to the budget within the court? If "other", please specify it in the "comment" box below.

	Preparation of the budget	Arbitration and allocation	Day to day management of the budget	Evaluation and control of the use of the budget
Management Board	No	No	No	No
Court President	Yes	Yes	Yes	Yes
Court administrative director	No	No	No	No
Head of the court clerk office	No	No	No	No
Other	No	No	No	No

Comment :

62) For direct assistance to the judge/court clerk, what are the computer facilities used within the courts?

word processing	100% of courts
Electronic data base of jurisprudence	100% of courts
Electronic files	-10% of courts

E-mail	100% of courts
Internet connection	100% of courts

63) For administration and management, what are the computer facilities used within the courts?

Case registration system	100% of courts
Court management information system	-10% of courts
Financial information system	-10% of courts
Videoconferencing	+50% of courts

64) For the electronic communication and exchange of information between the courts and their environment, what are the computer facilities used by the courts?

Electronic web forms	0 % of courts
Website	100% of courts
Follow-up of cases online	100% of courts
Electronic registers	0 % of courts
Electronic processing of small claims	0 % of courts
Electronic processing of undisputed debt recovery	0 % of courts
Electronic submission of claims	0 % of courts
Videoconferencing	0 % of courts
Other electronic communication facilities	0 % of courts

65) The use of videoconferencing in the courts (details on question 65). Please indicate in the "comment" box below any clarification on the legal framework and the development of videoconferencing in your country.

	65.1 In criminal cases, do courts or prosecution offices use videoconferencing for hearings in the presence of defendants or witnesses?	65.2 Can such court hearing be held in the police station and/or in the prison?	65.3 Is there any specific legislation on the conditions for using videoconferencing in the courts / prosecution offices, especially in order to protect the rights of the defence?	65.4 Is videoconferencing used in other than criminal cases?
	No	No	No	No

Comment :

C.3

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your judicial system and the main reforms that has been implemented over the last two years

3. 2. Performance and evaluation

3. 2. 1. Performance and evaluation

66) Is there a centralised institution that is responsible for collecting statistical data regarding the functioning of the courts and judiciary?

Yes

No

If yes, please indicate the name and the address of this institution:

Conseil Supérieur de la Magistrature, mun. Chisinau, rue Kogalniceanu n° 70, MD 2009
Ministère de la Justice (Département de l'administration judiciaire), mun. Chisinau, bd
Stefan cel Mare n° 124 B.

67) Are individual courts required to prepare an annual activity report (that includes, for example, data on the number of cases processed or pending cases, the number of judges and administrative staff, targets and assessment of the activity)?

Yes

No

68) Do you have, within the courts, a regular monitoring system of court activities concerning:

The monitoring system aims to assess the day-to-day activity of the courts (namely, what the courts produce) thanks in particular to data collections and statistical analysis (see also questions 80 and 81).

number of incoming cases?

number of decisions delivered?

number of postponed cases?

length of proceedings (timeframes)?

other?

If other, please specify:

69) Do you have a system to evaluate regularly the activity (in terms of performance and output) of each court?

The evaluation system refers to the performance of the court systems with prospective concerns, using indicators and targets. The evaluation may be of more qualitative nature (see questions 69-77). It does not refer to the evaluation of the overall (good) functioning of the court (see question 82).

Yes

No

Please specify:

Le Programme Intégré de Gestion des Dossiers c'est un soft spécialisé qui permet la gestion des affaires en format électronique. Ce programme a été mis en œuvre dans toutes les instances judiciaires et comprend la modalité d'évaluation de la performance des instances judiciaires.

70) Concerning court activities, have you defined performance and quality indicators (if no, please skip to question 72)

Yes

No

71) Please select the 4 main performance and quality indicators that have been defined:

incoming cases

length of proceedings (timeframes)

closed cases

pending cases and backlogs

productivity of judges and court staff

percentage of cases that are processed by a single sitting judge

enforcement of penal decisions

satisfaction of court staff

satisfaction of users (regarding the services delivered by the courts)

judicial quality and organisational quality of the courts

costs of the judicial procedures

other:

If other, please specify:

72) Are there quantitative performance targets (for instance a number of cases to be addressed in a month) defined for each judge?

Yes

No

73) Who is responsible for setting the targets for each judge?

executive power (for example the ministry of Justice)?

legislative power

judicial power (for example a High Judicial Council or a Higher Court)

other

If other, please specify:

74) Are there performance targets defined at the level of the court (if no please skip to question 77)?

Yes

No

75) Who is responsible for setting the targets for the courts?:

executive power (for example the ministry of Justice)?

legislative power

judicial power (for example a High Judicial Council, Higher Court)

other

If other, please specify:

76) Please specify the main targets applied to the courts:

77) Who is responsible for evaluating the performance of the courts (see questions 69 to 76)? (multiple options possible)

High Council of judiciary

Ministry of justice

inspection authority

Supreme Court

external audit body

other

If other, please specify:

78) Are quality standards determined for the whole judicial system (are there quality systems for the judiciary and/or judicial quality policies)?

Yes

No

If yes, please specify:

79) Do you have specialised court staff that is entrusted with these quality standards?

Yes

No

80) Do you monitor backlogs and cases that are not processed within a reasonable timeframe for:

in civil law cases

in criminal law cases

in administrative law cases

81) Do you monitor waiting time during court procedures?

Yes

No

If yes, please specify:

82) Is there a system to evaluate the overall (smooth) functioning of courts on the basis of an evaluation plan (plan of visits) agreed beforehand?

This question does not concern the specific evaluation of performance indicators.

Yes

No

Please specify the frequency of the evaluation:

83) Is there a system for monitoring and evaluating the performance of the public prosecution service?

Yes

No

If yes, please give further details:

Evaluation de l'activité – mensuelle, trimestrielle, par semestre, annuellement.

C.4

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your court monitoring and evaluation systems

4. Fair trial

4. 1. Principles

4. 1. 1. General information

84) Percentage of first instance criminal in absentia judgments (cases in which the suspect is not attending the hearing in person nor represented by a legal professional)?

NA

85) Is there a procedure to effectively challenge a judge if a party considers that the judge is not impartial?

Yes

No

If possible, number of successful challenges (in a year):

86) Number of cases regarding Article 6 of the European Convention of Human Rights on duration and non-execution. If data is not available, please indicate NA.

	Cases declared inadmissible by the Court	Friendly settlements	Judgements establishing a violation	Judgements establishing a non violation
Civil proceedings - Article 6§1 (duration)	0	0	0	0
Civil proceedings - Article 6§1 (non-execution)	2	6	1	0
Criminal proceedings - Article 6§1 (duration)	0	1	0	0

Please indicate the sources:

Ministère de la Justice

D.1

You can indicate below any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter

4. 2. Timeframes of proceedings

4. 2. 1. General information

87) Are there specific procedures for urgent matters as regards:

civil cases?

criminal cases?

administrative cases?

there is no specific procedure

If yes, please specify:

Au sens de l'article 20 du Code de procédure pénale, la poursuite pénale et le jugement des affaires pénales mettant en accusation des soupçonnés, des accusés, des inculpés en arrêt préventif, de même que des mineures, sont effectués d'urgence et de façon préférentielle.

Au terme de l'article 544 du Code de procédure pénale, la demande d'extradition à l'égard d'une personne arrêtée est examinée d'urgence et de façon prioritaire.

Au sens de l'article 192 du Code de procédure civile, les affaires sur l'encaissement de la pension d'entretien, de la défense des droits et des intérêts du mineur, de la réparation du préjudice causé suite à la lésion de l'intégrité corporelle ou par autre lésion de la santé ou par le décès, les litiges du travail, la contestation des actes normatifs, des décisions, des actions ou inactions des autorités publiques, des autres organe et organisations, des personnes officielles et des fonctionnaires publics, sont jugées d'urgence et de façon prioritaire.

88) Are there simplified procedures for:

- civil cases (small disputes)?
- criminal cases (small offences)?
- administrative cases?
- there is no simplified procedure

If yes, please specify:

Conformément à l'article 344 du Code de procédure civile, l'ordonnance judiciaire est une disposition rendue par le juge unique en vertu des pièces fournies par le créancier en référence à l'encaissement des sommes d'argent ou la revendication des biens du débiteur dans les prétentions spécifiées à l'art. 345.

Article 345. Les prétentions en vertu desquels une ordonnance judiciaires est émise
L'ordonnance judiciaire est émise lorsque la prétention:

- a) dérive d'une acte juridique authentifié par voie notariale,
- b) résulte d'un acte juridique conclu dans un simple écrit alors que la loi n'en dispose autrement,
- c) est fondée sur le proteste de la traite sur le non acquittement, non acceptation ou l'absence de date de l'accord authentifié par voie notariale,
- d) tient de l'encaissement de la pension d'entretien de l'enfant mineur qui ne nécessite pas d'établir la paternité, la contestation de la paternité (maternité) ou l'inclusion dans le procès des autres personnes intéressées,
- e) vise la perception du salaire ou des droits calculés mis non acquittés au salarié,
- f) est introduite par l'organe de police, l'organe fiscal ou de l'organe d'exécution des actes judiciaires concernant l'encaissement des dépenses afférentes aux recherches du défendeur ou du débiteur ou de ses biens ou de l'enfant repris du débiteur en vertu d'un arrêt judiciaire, de même que des dépenses liés à la garde des biens séquestrés du débiteur et des biens du débiteur évacué du logement,
- g) résulte de l'achat en crédit ou l'octroi en leasing de certains biens,
- h) résulte de la non restitution des livres pris à la bibliothèque,
- i) découle du fait que l'agent économique n'a pas honoré sa dette envers le Fond Social,
- j) résulte des sommes restantes de l'impôt ou de l'assurance sociale d'état,
- k) poursuit l'exercice du droit de gage,
- l) résulte de la non acquittement par les personnes physiques et morales des primes d'assurance obligatoire de l'assistance médicale.

En vertu de l'article 545 du Code de procédure pénale, la demande de l'autorité compétente de l'Etat étranger d'extrader une personne ou de la mettre en arrêt provisoire aux fins de l'extradition on peut accorder l'extradition du citoyen étranger ou de l'apatride à l'égard duquel un mandat d'arrêt pour l'extradition a été délivré, sans poursuivre la procédure formelle d'extradition lorsque la personne consent la procédure de l'extradition simplifiée et que son consentement est confirmé par l'instance de jugement.

89) Do courts and lawyers have the possibility to conclude agreements on arrangements for processing cases (presentation of files, decisions on timeframes for lawyers to submit their conclusions and on dates of hearings)?

- Yes
- No

If yes, please specify:

Il est toujours possible de convenir en séance judiciaire les dates des audiences suivantes.

4. 2. 2. Caseflow management and timeframes of judicial proceedings

90) Comment:

The national correspondents are invited to pay special attention to the quality of the answers to questions 91 to 102 regarding case flow management and timeframes of judicial proceedings. The CEPEJ agreed that the subsequent data would be processed and published only if answers from a significant number of member states – taking into account the data presented in the previous report – are given, enabling a useful comparison between the systems.

91) First instance courts: number of other than criminal cases. If data is not available, please indicate NA.

If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Note 1: cases mentioned in categories 3 to 5 (enforcement, land registry, business register) should be presented separately in the table. Cases mentioned in category 6 (administrative law) should also be separately mentioned for the countries which have specialised administrative courts or separate administrative law procedures or are able to distinguish in another way between administrative law cases and civil law cases.

Note 2: check if the figures submitted are (horizontally and vertically) consistent. Horizontal consistent data means: "(pending cases on 1 January 2010 + incoming cases) – resolved cases" should give the correct number of pending cases on 31 December 2010. Vertical consistency of data means that the sum of the individual case categories 1 to 7 should reflect the total number of other than criminal law cases.

	Pending cases on 1 Jan. '10	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '10
Total of other than criminal law cases (1+2+3+4+5+6+7)*	18 937	78 110	73 905	23 142
1. Civil (and commercial) litigious cases (if feasible without administrative law cases, see category 6)*	17 061	72 488	68 740	20 809
2. Civil (and commercial) non-litigious cases, e.g. uncontested payment orders, request for a change of name, etc. (if feasible without administrative law cases; without enforcement cases, registration cases and other cases, see categories 3-7)*	NA	NA	NA	NA
3. Enforcement cases	NA	NA	NA	NA
4. Land registry cases**	NA	NA	NA	NA
5. Business register cases**	NA	NA	NA	NA
6. Administrative law cases (litigious and non-litigious)	1 876	5 622	5 165	2 333
7. Other cases (e.g. insolvency registry cases)	NA	NA	NA	NA

92) If courts deal with "civil (and commercial) non-litigious cases", please indicate the case categories included:

93) If "other cases", please indicate the case categories included:

94) First instance courts: number of criminal law cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Note: please check if the figures submitted are (horizontally and vertically) consistent. Horizontal consistent data means that: "(pending cases on 1 January 2010 + incoming cases) – resolved cases" should give the correct number of pending cases on 31 December 2010. Vertical consistency of data means that the sum of the categories 8 and 9 for criminal cases should reflect the total number of criminal cases.

	Pending cases on 1 Jan. '10	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '10
Total criminal cases (8+9)	2 083	9 962	9 387	2 658
8. Criminal cases (severe criminal offences)	NA	NA	NA	NA
9. Misdemeanour and / or minor offences cases	NA	NA	NA	NA

95) The classification of cases between severe criminal cases and misdemeanour and/or minor criminal cases may be difficult. Some countries might have other ways of addressing misdemeanour offences (for example via administrative law procedures).

Please indicate, if feasible, what case categories are included under "severe criminal cases" and the cases included under "misdemeanour and /or minor criminal cases".

Selon l'article 16 du Code pénal, les infractions sont classifiées comme suit:
 infractions légères - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 2 ans;
 infractions moins graves - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 5 ans;

infractions graves - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 15 ans;
 infractions extrêmement graves - les faits pénaux intentionnels punis d'une peine privative de liberté excédant 15 ans;
 infractions exceptionnellement graves - les faits pénaux intentionnels punis avec réclusion à perpétuité.

96) Comments on questions 91 to 95. You can indicate, for instance, the specific situation in your country, give explanations on NA or NAP answers or explain the calculation of the total number of other than criminal law cases or differences in horizontal consistency, etc.

97) Second instance courts: total number of "other than criminal law" cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Note: the total of "other than criminal" cases includes all of the following categories (categories 1 to 7).

	Pending cases on 1 Jan. '10	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '10
Total of other than criminal law cases (1+2+3+4+5+6+7)	2 533	11 512	10 865	3 180
1. Civil (and commercial) litigious cases (if feasible without administrative law cases, see category 6)*	1 914	8 596	7 830	2 680
2. Civil (and commercial) non-litigious cases, e.g. uncontested payment orders, request for a change of name, etc. (if feasible without administrative law cases; without enforcement cases, registration cases and other cases, see categories 3-7)*	NA	NA	NA	NA
3. Enforcement cases	NA	NA	NA	NA
4. Land registry cases	NA	NA	NA	NA
5. Business register cases	NA	NA	NA	NA
6. Administrative law cases (litigious and non-litigious)	619	2 916	3 035	500
7. Other cases (e.g. insolvency registry cases)	NA	NA	NA	NA

98) Second instance courts: total number of criminal law cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Pending cases on 1 Jan. '10	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '10
Total criminal cases (8+9)	364	1 946	1 954	356
8. Criminal cases (Severe criminal offences)	NA	NA	NA	NA
9. Misdemeanour and/or minor offences cases	NA	NA	NA	NA

Comment :

99) Highest instance courts: total number of "other than criminal law" cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

Note: the total of "other than criminal law cases" includes all of the following categories (categories 1 to 7).

	Pending cases on 1 Jan. '10	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '10
Total of other than criminal law cases (1+2+3+4+5+6+7)	374	2 165	2 092	447
1. Civil (and commercial) litigious cases (if feasible)	374	2 165	2 092	447

without administrative law cases, see category 6)				
2. Civil (and commercial) non-litigious cases, e.g. uncontested payment orders, request for a change of name, etc. (if feasible without administrative law cases; without enforcement cases, registration cases and other cases, see categories 3-7)	NA	NA	NA	NA
3. Enforcement cases	NA	NA	NA	NA
4. Land registry cases	NA	NA	NA	NA
5. Business register cases	NA	NA	NA	NA
6. Administrative law cases (litigious and non-litigious)	NA	NA	NA	NA
7. Other cases (e.g. insolvency registry cases)	NA	NA	NA	NA

100) Highest instance courts: total number of criminal law cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Pending cases on 1 Jan. '10	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '10
Total criminal cases (8+9)	316	941	1 109	148
8. Criminal cases (severe criminal offences)	NA	NA	NA	NA
9. Misdemeanour cases (minor offences)	NA	NA	NA	NA

Comment :

101) Number of litigious divorce cases, employment dismissal cases, robbery cases and intentional homicide cases received and processed by first instance courts. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Pending cases on 1 Jan. '10	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Jan. '10
Litigious divorce cases	1 734	13 198	12 820	2 112
Employment dismissal cases	162	542	481	223
Robbery cases	44	160	147	57
Intentional homicide	70	200	197	73

102) Average length of proceedings, in days (from the date the application for judicial review is lodged). If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

[The average length of proceedings has to be calculated from the date the application for judicial review is lodged to the date the judgment is made, without taking into account the enforcement procedure. New: the question concerns first, second and third instance proceedings.]

	% of decisions subject to appeal	% pending cases more than 3 years	Average length in 1st instance (in days)	Average length in 2nd instance (in days)	Average length in 3rd instance (in days)	Average total length of the total procedure (in days)
Litigious divorce cases	1,5	NA	NA	NA	NA	NA
Employment dismissal cases	47	NA	NA	NA	NA	NA
Robbery cases	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Intentional homicide	NA	NA	NA	NA	NA	NA

103) Where appropriate, please inform about the specific procedure as regards divorce cases (litigious and non-litigious):

L'article 36 du Code de la famille établit que sur l'accord commun des deux époux qui n'ont pas d'enfants mineurs communs ou adoptés par les deux époux, en cas d'absence de litige concernant le partage ou l'entretien de l'époux inapte au travail, le mariage peut être annulé par l'office d'état civil de la circonscription territoriale de l'un des époux,

avec la participation obligatoire des deux époux.

De même, sur demande de l'un des époux, le mariage peut être annulé par l'office d'état civil lorsque l'autre époux a été déclaré incapable ou déclaré disparu ou condamné à une privation de liberté pour un délai plus de 3 ans (alinéa 2 de l'article 36 du Code de la Famille). Dans de pareilles affaires, l'annulation du mariage et la délivrance du certificat de divorce a lieu un mois après le délai d'un mois à compter du jour du dépôt de la demande de divorce.

En cas d'existence des litiges entre les époux concernant les enfants, le partage ou l'entretien de l'époux inapte au travail et qui nécessite un appui matériel, l'annulation du mariage se fait par voie judiciaire. De même, si après l'annulation du mariage par l'office d'état civil il y a des litiges qui apparaissent entre les époux concernant les enfants, le partage ou l'entretien de l'époux inapte au travail et qui nécessite un appui matériel, ils seront tranchés par voie judiciaire.

Si les époux ont des enfants mineurs communs, sauf exception les cas prévus à l'art.36 alin.(2), ou en cas d'absence de l'accord au divorce de l'un des époux, l'annulation du mariage se fait par voie judiciaire. L'annulation du mariage se fait par voie judiciaire aussi dans les cas de l'accord au divorce des deux époux mais que l'un d'entre eux refuse de se présenter devant l'office d'état civil pour résoudre le problème.

L'instance judiciaire va annuler le mariage s'elle constate l'impossibilité ultérieure de vivre et de garder la famille par les époux. Si pendant le traitement de l'affaire en annulation du mariage l'un des époux n'est pas d'accord avec le divorce, l'instance judiciaire ajourne l'examen de l'affaire en établissant un délai de conciliation porté d'un mois à 6 mois, sauf exception les cas de divorce engagés sur motif de violence en famille confirmée par des preuves.

Si les mesures de conciliation n'ont pas eu d'effet et les époux continuent d'insister sur le divorce, l'instance de jugement va satisfaire la demande respective (article 37 du Code de la famille)

104) How is the length of proceedings calculated for the four case categories? Please give a description of the calculation method.

105) Role and powers of the public prosecutor in the criminal procedure (multiple options possible):

- to conduct or supervise police investigation
- to conduct investigations
- when necessary, to demand investigation measures from the judge
- to charge
- to present the case in the court
- to propose a sentence to the judge
- to appeal
- to supervise enforcement procedure
- to discontinue a case without requiring a judicial decision (ensure consistency with question 36!)
- to end the case by imposing or negotiating a penalty or measure without requiring a judicial decision
- other significant powers

If "other significant powers", please specify:

106) Does the public prosecutor also have a role in civil and/or administrative cases?

- Yes
- No

If yes, please specify:

Dans le cadre de la procédure civile, le procureur participe à l'examen de l'affaire civile en première instance si c'est lui-même celui ayant initié le procès, dans l'intérêt d'une ou plusieurs personnes vulnérables en raison de l'âge, état de santé, etc. Le procureur peut également agir pour la défense des intérêts de l'Etat ou d'un intérêt général de la société, dans les cas prévus par la loi (article 71 du Code de procédure civile).

Au sens de l'art. 386 du Code Contraventionnel n° 218-XVI du 24 octobre 2008, le procureur participe au procès contraventionnel dans les marges de ses compétences établies par le présent code. Le procureur a le droit:

- a) d'engager le procès contraventionnel ;
- b) d'appliquer dans les cas prévues par la loi la sanction contraventionnelle;
- c) de solliciter l'application par l'instance de jugement d'une sanction contraventionnelle;
- d) de participer à l'examen de l'affaire devant le tribunal si le procès contraventionnel a été engagé par lui;
- e) de vérifier la légalité des actions de l'agent de constatation;
- f) d'attaquer la décision de l'agent de constatation ou de l'instance de jugement;
- g) d'exercer d'autres droits prévus par la loi.

107) Case proceedings managed by the public prosecutor: total number of 1st instance criminal cases. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Received by the public prosecutor	Cases discontinued by the public prosecutor (see 108 below)	Cases concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor	Cases charged by the public prosecutor before the courts
Total number of 1st instance criminal cases	26 376	10 897	NA	10 512

108) Total cases which were discontinued by the public prosecutor. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Number
Total cases which were discontinued by the public prosecutor (1+2+3)	10 897
1. Discontinued by the public prosecutor because the offender could not be identified	NAP
2. Discontinued by the public prosecutor due to the lack of an established offence or a specific legal situation	8 717
3. Discontinued by the public prosecutor for reasons of opportunity	2 180

109) Do the figures include traffic offence cases?

- Yes
 No

D.2

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
 the characteristics of your system concerning timeframes of proceedings and the main reforms that have been implemented over the last two years

Q107#1#1

Le nombre total d'affaires pénales en 1ere instance reçues par le procureur, indiquées pour le 2008 constitue la somme des affaires pénales restantes au début de l'année 2008 + les affaires pénales engagées en 2008 + les affaires pénales retenues pour l'effectuation de la poursuite pénale en 2008.

Le nombre total d'affaires pénales en 1ere instance reçues par le procureur, indiquées pour le 2010 constitue uniquement la somme des affaires retenues par le parquet pour effectuer la poursuite pénale.

Please indicate the sources for answering the questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107 and 108.

91-102 - Ministère de la Justice (Département d'administration judiciaire),

107-108 - Parquet Général

5. Career of judges and public prosecutors

5. 1. Recrutement and promotion

5. 1. 1. Recrutement and promotion

110) How are judges recruited?

- Mainly through a competitive exam (for instance, following a university degree in law)
- Mainly through a recruitment procedure for legal professionals with long-time working experience in the legal field (for example lawyers)
- A combination of both (competitive exam and working experience)
- Other

If other, please specify:

111) Authority(ies) in charge: are judges initially/at the beginning of their carrier recruited and nominated by:

[This question strictly concerns the authority entrusted with the decision to recruit (not the authority formally responsible for the nomination if different from the former)].

- An authority made up of judges only?
- An authority made up of non-judges only?
- An authority made up of judges and non-judges?

Please indicate the name of the authority(ies) involved in the whole procedure of recruitment and nomination of judges. If there are several authorities, please describe their respective roles:

Le concours pour occuper les postes vacants de juge est organisé par le Conseil Supérieur de la Magistrature (article 9 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge).

Les juges des tribunaux, y compris des tribunaux spécialisés, les juges d'instruction et les juges des cours d'appel sont nommés en fonction par le Président de la République de Moldova sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature du nombre des candidats élus par concours (article 11 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge).

112) Is the same authority competent for the promotion of judges?

- Yes
- No

If no, which authority is competent for the promotion of judges ?

113) Which procedures and criteria are used for promoting judges? Please specify.

Au sens de l'article 20 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge, la promotion du juge ne se fait qu'avec son accord, sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature, par le Président de la République de Moldova ou, le cas échéant, par le Parlement. La promotion se fait sur base de concours organisé par le Conseil Supérieur de la Magistrature. La promotion du juge au lieu d'un juge suspendu, dégrevé, transféré ou détaché de la fonction n'est admise qu'avec son accord, par décision du Conseil Supérieur de la Magistrature.

L'expérience professionnelle et la participation à des cours de formation continue sont des critères majeurs à la promotion du juge.

Le juge soumis à une sanction disciplinaire ou qui n'a pas soutenu l'attestation, de même que le juge rétrogradé suite à la non-conformité du niveau des connaissances professionnelles, ne peut pas être promu, pendant une année, dans une instance hiérarchiquement supérieure à la fonction de président ou vice président de l'instance, dans le collège de qualification et dans le collège disciplinaire.

Dans la fonction de juge a la Cour d'Appel ou a la Cour Suprême de Justice peut être nommée la personne qui a une ancienneté de travail d'au moins de 6 ans et respectivement 10 ans.

114) Is there a system of qualitative individual assessment of the judges' activity?

- Yes
 No

115) Is the status of prosecution services:

- Indépendant?
 Under the authority of the Minister of justice ?
 Other?

Please specify:

Le parquet est une institution autonome dans le cadre de l'autorité judiciaire qui, dans les marges de ses attributions et compétence, défend les intérêts généraux de la société, l'ordre de droit, les droits et les libertés des citoyens, dirige et exerce la poursuite pénale, représente l'accusation devant les tribunaux, dans les conditions de la loi. (Article 1 de la Loi n° 294 du 25/12/2008 sur le Parquet)

116) How are public prosecutors recruited?

- Mainly through a competitive exam (for instance, following a university degree in law)
 Mainly through a recruitment procedure for legal professionals with long-time working experience in the legal field (for example lawyers)
 A combination of both (competitive exam and working experience)
 Other

If "other", please specify:

117) Authority(ies) in charge: are public prosecutors initially/at the beginning of their carrier recruited by:

[This question concerns the authority entrusted with the responsibility to recruit only (not the authority formally responsible for the nomination if different from the former).]

- An authority composed of public prosecutors only?
 An authority composed of non-public prosecutors only?
 An authority composed of public prosecutors and non-public prosecutors?

Please indicate the name of the authority(ies) involved in the whole procedure of recruitment and nomination of public prosecutors. If there are several authorities, please describe their respective roles:

Le concours pour occuper les postes vacants de procureur est organisé par le Conseil Supérieur des Procureurs (article 38 de la Loi n° 294 du 25/12/2008 sur le Parquet). Les procureurs hiérarchiquement inférieurs sont nommés en fonction par le Procureur Général sur proposition du Conseil Supérieur des Procureurs. Le procureur de l'Union Administrative Territoriale de Gagaouzie est nommé en fonction par le Procureur Général sur la proposition de l'Assemblée Populaire de la Gagaouzie (article 40 de la Loi n° 294 du 25/12/2008 sur le Parquet).

118) Is the same authority formally responsible for the promotion of public prosecutors?

- Yes
 No

If no, please specify which authority is competent for promoting public prosecutors:

119) Which procedures and criteria are used for promoting public prosecutors? Please specify:

Le procureur peut être promu dans son service et occuper une fonction vacante afin d'accomplir les obligations de service respectives en fonction des capacités organisationnelles et décisionnelles attestées. La promotion en service du procureur se fait en base di libre consentement, de la transparence de l'appréciation des performances professionnelles et personnelles.

La proposition de promotion en service du procureur peut être faite par le procureur hiérarchiquement supérieur, le

Procureur Général, ses adjoints ou par le Conseil Supérieur des Procureurs. Les candidats pour les fonctions de premier adjoint et adjoint du Procureur Général sont présentés par le Procureur Général devant le Conseil Supérieur des Procureurs.

Les procureurs soumis à une sanction disciplinaire et qui n'ont pas soutenu l'attestation pour la fonction détenue ne peut être promu en service ou élu membre d'un organe collégial du Parquet pendant une année à partir de la date de la décision concernée (article 58 de la Loi n°294 du 25.12.2008 sur le Parquet en vigueur du 17.03.2009).

120) Is there a system of qualitative individual assessment of the public prosecutors' activity?

- Yes
 No

121) Are judges appointed to office for an undetermined period (i.e. "for life" = until the official age of retirement)?

- Yes
 No

If yes, are there exceptions? (e.g. dismissal as a disciplinary sanction)? Please specify:

Pour la 1 fois le juge est nommé pour une période de 5 ans, puis la nomination est faite jusqu'à l'atteinte de l'âge de 65 ans.

Le juge est licencié de son travail en cas de:

- l'introduction de la demande de démission lors de la réorganisation ou la dissolution de l'instance judiciaire;
- l'introduction de la demande de démission sur propre initiative;
- l'introduction de la demande de démission en lien avec l'atteinte de l'âge de la retraite;
- transfèrement dans une autre fonction dans les conditions de la loi;
- l'incapacité professionnelle;
- manquement disciplinaire commis;
- prononcé d'un arrêt définitif de condamnation;
- perte de la nationalité de la République de Moldova;
- constat de l'incapacité de travail prouvé par un certificat médical;
- expiration des pouvoirs si le juge n'a pas été nommé jusqu'à l'atteinte du plafond d'âge ainsi qu'en lien avec l'atteinte par celui-ci du plafond d'âge;
- constat par arrêt judiciaire définitif de la capacité d'exercice restreinte ou de l'incapacité de service. (Article 25 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge).

122) If there is a probation period for judges (e.g. before being appointed "for life"), how long is this period? If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Duration of probation period (in years)
	5

123) Are public prosecutors appointed to office for an undetermined period (i.e. "for life" = until the official age of retirement)?

- Yes
 No

If yes, are there exceptions (e.g. dismissal as a disciplinary sanction)? Please specify:

Le procureur est licencié de son travail en cas de:

- l'introduction de la demande de démission sur propre initiative;
- démission en lien avec l'atteinte du plafond d'âge;
- expiration du délai de nomination en fonction;
- manquements systématiques à la discipline ou de déviation disciplinaire grave;
- non-conformité avec la fonction détenue vue sa qualification insuffisante, fait constaté par l'attestation;
- prononcé d'un arrêt définitif de condamnation;
- perte de la nationalité de la République de Moldova;
- refus d'être transféré dans une autre division du Parquet en cas de liquidation ou réorganisation de la division de son travail;
- décès ou déclaration du décès du procureur par arrêt judiciaire définitif. (Article 66 de la Loi n° 294 du 25/12/2008 sur le Parquet)

124) If there is a probation period for public prosecutors, how long is this period? If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

	Duration of the probation period (in years)
	NAP

125) If the mandate for judges is not for an undetermined period (see question 121), is it renewable? What is the length of the mandate (in years)?

NAP

126) If the mandate for public prosecutors is not for an undetermined period (see question 123), is it renewable? What is the length of the mandate (in years)?

NAP

E.1

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of the selection and nomination procedure of judges and prosecutors and the main reforms that have been implemented over the last two years

5. 2. Training

5. 2. 1. Training

127) Training of judges

Initial training (e.g. attend a judicial school, traineeship in the court)	Compulsory
General in-service training	Compulsory
In-service training for specialised judicial functions (e.g. judge for economic or administrative issues)	Optional
In-service training for management functions of the court (e.g. court president)	Optional
In-service training for the use of computer facilities in courts	Compulsory

128) Frequency of the in-service training of judges:

General in-service training	Annual
In-service training for specialised judicial functions (e.g. judge for economic or administrative issues)	Occasional (e.g. at times)
In-service training for management functions of the court (e.g. court president)	Occasional (e.g. at times)
In-service training for the use of computer facilities in courts	Occasional (e.g. at times)

129) Training of public prosecutors

Initial training	Compulsory
General in-service training	Compulsory
In-service training for specialised functions (e.g. public prosecutor specialised)	Optional

on organised crime)	
In-service training for management functions of the court (e.g. Head of prosecution office, manager)	Optional
In-service training for the use of computer facilities in office	Optional

130) Frequency of the in-service training of public prosecutors

General in-service training	Annual
In-service training for specialised functions (e.g. public prosecutor specialised on organised crime)	Occasional (e.g. at times)
In-service training for management functions of the court (e.g. Head of prosecution office, manager)	Occasional (e.g. at times)
In-service training for the use of computer facilities in office	Occasional (e.g. at times)

131) Do you have public training institutions for judges and / or prosecutors? If yes, please indicate in the "comment" box below the budget of such institution(s). If your judicial training institutions do not correspond to these criteria, please specify it.

	Initial training only	Continuous training only	Initial and continuous training
One institution for judges	No	No	No
One institution for prosecutors	No	No	No
One single institution for both judges and prosecutors	No	No	Yes

Comment :

Le budget de l'Institut National de Justice - 454618 Euro.

E.2

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- comments regarding the attention given in the curricula to the European Convention on Human Rights and the case law of the Court
- the characteristics of your training system for judges and prosecutors and the main reforms that has been implemented over the last two years

La formation initiale des candidats à la fonction de juge et procureur -la durée de formation initiale est de 18 mois.

La formation continue des juges et procureurs - on prévoit au minimum 40 heures par année.

En 2010 les juges et les procureurs ont bénéficié de 28 heures de formation en matière de la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et sur la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

La formation professionnelle continue des juges et des procureurs, le cas échéant, en en y entraînant aussi les avocats et les officiers de poursuite pénale.

Les groupes sont mixtes et selon la hiérarchie des instances: dans les mêmes groupes sont inclus les juges, ou le cas échéant, les procureurs des tribunaux et du parquet de différents degrés.

Le réseau de formateurs de l'Institut National de Justice est composé en prépondérance par les praticiens, y compris les formateurs du savoir faire non juridique, tels que: la psychologie judiciaire, l'art de la parole, la communication persuasive, l'anglais et le français, les technologies de l'information.

5. 3. Practice of the profession

5. 3. 1. Practice of the profession

132) Salaries of judges and public prosecutors.

	Gross annual salary in €, on 31 December 2010	Net annual salary in €, on 31 December 2010
First instance professional judge at the beginning of his/her career	3 220	2 572
Judge of the Supreme Court or the Highest Appellate Court (please indicate the average salary of a judge at this level, and not the salary of the Court President)	4 756	3 512
Public prosecutor at the beginning of his/her career	2 707	2 122
Public prosecutor of the Supreme Court or the Highest Appellate Instance (please indicate the average salary of a public prosecutor at this level, and not the salary of the Public prosecutor General)	3 512	2 634

Comment :

Q132#2#1 : Pendant la période 2008-2010 le salaire du juge professionnel de 1ere instance au début de sa carrière n'a pas été augmenté. Les montants pour 2008 et 2010 varient vue le taux d'échange de la devise nationale pour les périodes respectives. Si en 2008 le taux d'échange moyen officiel était de 15,2916 MDL pour 1 Euro, en 2010 le taux d'échange moyen officiel était de 16,3995 MDL pour 1 Euro.

Q132#2#3 : Pendant la période 2008-2010 le salaire du procureur en début de carrière n'a pas été majoré. Les montants pour 2008 et 2010 varient vue le taux d'échange de la devise nationale pour les périodes respectives. Si en 2008 le taux d'échange moyen officiel était de 15,2916 MDL pour 1 Euro, en 2010 le taux d'échange moyen officiel était de 16,3995 MDL pour 1 Euro.

Q132#2#4 : Pendant la période 2008-2010 le salaire du procureur auprès de la de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours n'a pas été majoré. Les montants pour 2008 et 2010 varient vue le taux d'échange de la devise nationale pour le spériodes respectives. Si en 2008 le taux d'échange moyen officiel était de 15,2916 MDL pour 1 Euro, en 2010 le taux d'échange moyen officiel était de 16,3995 MDL pour 1 Euro.

133) Do judges and public prosecutors have the following additional benefits?

	Judges	Public prosecutors
Reduced taxation	No	No
Special pension	Yes	Yes
Housing	No	Yes
Other financial benefit	No	No

134) If other financial benefit, please specify:**135) Can judges combine their work with any of the following other functions ?**

	With remuneration	Without remuneration
Teaching	Yes	Yes
Research and publication	Yes	Yes
Arbitrator	No	No
Consultant	No	No
Cultural function	No	No
Political function	No	No
Other function	No	No

136) If rules exist in your country (e.g. authorisation needed to perform these activities), please specify.

If "other function", please specify.

137) Can public prosecutors combine their work with any of the following other functions ?

	With remuneration	Without remuneration
Teaching	Yes	Yes
Research and publication	Yes	Yes
Arbitrator	No	No
Consultant	No	No
Cultural function	No	No
Political function	No	No
Other function	No	No

138) Please specify existing rules (e.g. authorisation to perform the whole or a part of these activities). If "other function", please specify:

139) Productivity bonuses: do judges receive bonuses based on the fulfilment of quantitative objectives in relation to the delivery of judgments (e.g. number of judgments delivered over a given period of time)?

- Yes
 No

If yes, please specify the conditions and possibly the amounts:

5. 4. Disciplinary procedures

5. 4. 1. Disciplinary procedures

140) Who is authorised to initiate disciplinary proceedings against judges (multiple options possible)?

- Citizens
 Relevant Court or hierarchical superior
 High Court / Supreme Court
 High Judicial Council
 Disciplinary court or body
 Ombudsman
 Parliament
 Executive power
 Other?
 This is not possible

If "executive power" and/or "other", please specify:

141) Who has been authorised to initiate disciplinary proceedings against public prosecutors: (multiple options possible):

- Citizens
 Head of the organisational unit or hierarchical superior public prosecutor
 Prosecutor General /State public prosecutor
 Public prosecutorial Council (and Judicial Council)
 Disciplinary court or body
 Ombudsman
 Professional body

- Executive power
 Other?
 This is not possible

If "executive power" and/or "other", please specify:

Conseil Supérieur des Procureurs

142) Which authority has disciplinary power on judges? (multiple options possible):

- Court
 Higher Court / Supreme Court
 Judicial Council
 Disciplinary court or body
 Ombudsman
 Parliament
 Executive power
 Other?

If "executive power" and/or "other", please specify:

143) Which authority has the disciplinary power on public prosecutors? (multiple options possible):

- Supreme Court
 Head of the organisational unit or hierarchical superior public prosecutor
 Prosecutor General /State public prosecutor
 Public prosecutorial Council (and Judicial Council)
 Disciplinary court or body
 Ombudsman
 Professional body
 Executive power
 Other?

If "executive power" and/or "other", please specify:

Conseil Supérieur des Procureurs

144) Number of disciplinary proceedings initiated against judges and public prosecutors. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP. If "other", please specify it in the "comment" box below.

[If disciplinary proceedings are undertaken because of several mistakes, please count the proceedings only once and for the main mistake.]

	Judges	Public prosecutors
Total number (1+2+3+4)	52	48
1. Breach of professional ethics	1	30
2. Professional inadequacy	51	18
3. Criminal offence	NA	NA
4. Other	NA	NA

Comment :

Q144#1#1 : En 2010, le nombre des procédures disciplinaires engagées à l'égard des juges a considérablement augmenté parce que le nombre des plaintes à l'égard des juges ayant admis les manquements allégués a augmenté.

Q144#2#1 : Le motif de la diminution du nombre des procédures disciplinaires engagées c'est la diminution du nombre des manquements commis par les procureurs.

145) Number of sanctions pronounced against judges and public prosecutors. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

If "other", please specify it in the "comment" box below. If a significant difference between the number of disciplinary proceedings and the number of sanctions exists, please indicate the reasons in the "comment" box below.

	Judges	Public prosecutors
Total number (total 1 to 9)	12	64
1. Reprimand	5	14
2. Suspension	NA	NA
3. Removal of cases	NA	NA
4. Fine	NA	NA
5. Temporary reduction of salary	NA	NA
6. Position downgrade	NA	1
7. Transfer to another geographical (court) location	NA	NA
8. Resignation	NA	NA
9. Other	7	49

Comment :

Le nombre de sanctions prononcées à l'égard des procureurs ou des juges est différent du nombre de procédures engagées car une procédure engagée faisait référence à plusieurs procureurs ou juges. En référence à „autre” – on a appliqué les sanctions suivantes: rétrogradation du degré (des procureurs), avertissement (des procureurs et des juges).

Du nombre total de 52 procédures disciplinaires engagées à l'égard de 58 juges et présentées devant le Collège disciplinaire aux fins de l'examen, on a la situation suivante:

- les sanctions disciplinaires mentionnées supra ont été infligées à 12 juges;
- les procédures disciplinaires à l'égard de 12 juges ont été arrêtées vue l'expiration du délai d'application de la sanction disciplinaire, établi à l'art. 23 alin. 4 de la Loi sur le collège disciplinaire et la responsabilité disciplinaire des juges;
- des procédures disciplinaires ont été cessées à l'égard de 5 juges, par la décision du Conseil Supérieur de la Magistrature, au sens de l'art. 21 alinéa 4 let. b) et c) de la Loi sur le Conseil Supérieur de la Magistrature, suite à l'examen de la contestation introduite;
- des procédures disciplinaire sont été classées à l'égard de 5 juges, en lien avec la révocation de la disposition d'engagement, au sens de l'article 13 alinéa 1 de la Loi sur le collège disciplinaire et la responsabilité disciplinaire des juges, par un membre du CSM qui a disposé l'engagement de la procédure disciplinaire;
- à la fin de l'année il n'y avait pas de procédures disciplinaires finies ou validées à l'égard de 24 juges.

La différence entre le nombre des procédures et le nombre des juges réside dans le fait que dans le cadre de 3 procédures figurent 3 juges dans chacune.”

L'un des motifs de l'augmentation du nombre de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des juges peut être le fait qu'une nouvelle composition de 12 membres du Conseil Supérieur de la Magistrature a été constituée en novembre 2009: trois d'office (le Président de la Cour Suprême de Justice, le Ministre de la Justice et le Procureur général), cinq magistrats (élus par l'Assemblée générale des juges) et quatre professeurs titulaires (nommés par le Parlement).

De même, la Loi n° 306 du 25.12.2008 a porté modification à la Loi sur le Conseil Supérieur de la Magistrature et, en spécial, a été établi que les magistrats élus par l'Assemblée générale des juges sont détachés de la fonction de juge pendant toute la durée du mandat de quatre ans.

Q145#2#1 : Le motif de la diminution du nombre des sanctions disciplinaire est u au changement de la procédure d'application des sanctions disciplinaires.

Avant l'année 2008, l'information sur le manquement était transmise moyennant un rapport au Procureur Général qui décidait par Ordre sur le cas suite à un contrôle de service opéré par la sous-division compétente du Parquet Général.

A partir de 2009, une fois avec l'entrée en vigueur le 17.03.2009 de la Loi sur le Parquet, n°294-XVI du 25.12.2008, la procédure disciplinaire est remise au Collège disciplinaire, composé selon les dispositions de l'art.114 de la Loi respective, qui décide sur le cas suite à un contrôle de service opéré par la sous-division de sécurité interne. La décision du Collège disciplinaire doit être validée par le Conseil Supérieur des Procureurs. Alors, la décision d'application de la sanction disciplinaire n'est pas l'une unipersonnelle mais collective.

E.3

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your system concerning disciplinary procedures for judges and prosecutors and the

main reforms that have been implemented over the last two years

Concernant le point 140 il est à mentionner que selon l'article 10 de la Loi n° 950-XIII du 19/07/1996 sur le collège disciplinaire et sur la responsabilité disciplinaire des juges, tout membre du Conseil Supérieur de la Magistrature peut engager la procédure disciplinaire.

Concernant le point 141 il est à mentionner que, selon l'article 118 de la Loi n° 294 du 25/12/2008 sur le Parquet, tout membre du Conseil Supérieur des Procureurs, les procureurs-chefs des sous-divisions du Parquet, les procureurs territoriaux et les procureurs spécialisés ont le droit de d'intenter une procédure disciplinaire contre un procureur.

Concernant le point 142 il est à mentionner que selon l'article 7 de la Loi n° 950-XIII du 19/07/1996 sur le collège disciplinaire et sur la responsabilité disciplinaire des juges, le collège disciplinaire constitué auprès du Conseil Supérieur de la Magistrature, examine les cas concernant la responsabilité disciplinaire des juges. Conformément à l'article 23 de ladite loi, la décision du collège disciplinaire peut être contestée au Conseil Supérieur de la Magistrature dans un délai de 10 jours par le juge visé par la décision ou par la personne ayant initié la procédure disciplinaire.

Concernant le point 143 il est à mentionner que, selon l'article 113 de la Loi n° 294 du 25/12/2008 sur le Parquet, le collège disciplinaire constitué auprès du Conseil Supérieur des Procureurs, examine les cas concernant la responsabilité disciplinaire des procureurs. Conformément à l'article 127 de ladite loi, la décision du Collège disciplinaire peut être contestée devant le Conseil Supérieur des Procureurs par le procureur qui s'est vu infliger une sanction disciplinaire, par la personne qui a intenté la procédure disciplinaire ou par toute autre personne s'estimant lésée dans ses droits par la décision en cause.

Le 25 décembre 2008, le Parlement de la République de Moldova a adopté une nouvelle Loi sur le Parquet dont les dispositions sont entrées en vigueur le 17 mars 2009.

L'adoption de la Loi respective a permis la réorganisation institutionnelle, l'établissement des principes d'organisation de l'activité du Parquet, la réglementation des règles directrices visant le statut du procureur ainsi que l'établissement des compétences des organes consultatifs et d'auto administration du parquet.

Please indicate the sources for answering questions 144 and 145

Conseil Supérieur de la Magistrature,
Conseil Supérieur des Procureurs.

6. Lawyers

6. 1. Status of the profession and training

6. 1. 1. Status of the profession and training

146) Total number of lawyers practising in your country.

1 676

147) Does this figure include "legal advisors" who cannot represent their clients in court (for example, some solicitors or in-house counsellors)?

- Yes
 No

148) Number of legal advisors who cannot represent their clients in court:

NAP

149) Do lawyers have a monopoly on legal representation in (multiple options are possible):

- Civil cases?
 Criminal cases - Defendant?
 Criminal cases - Victim?
 Administrative cases?
 There is no monopoly

If there is no monopoly, please specify the organisations or persons that may represent a client before a court (for example a NGO, a family member, a trade union, etc) and for which types of cases:

Les affaires penales- Defendeur,- les avocats detiennent le monopole de representation en justice devant tous les niveaux d'instance.

Les affaires civiles - les personnes peuvent se représenter elles-mêmes ou par le biais d'un représentant. Les personnes morales peuvent être représentées par leurs administrations ou par leurs représentants (art.75 CPC). Les personnes sans capacité d'exercice ou avec une capacité réduite d'exercice sont représentées par leurs représentants légaux (les parents, les parents adoptifs, les tuteurs, les curateurs)(art.79 CPC).

Affaires penales -Victime,- Les victimes peuvent se représenter elles-mêmes ou par le biais d'un avocat. Les personnes démunies peuvent être assistées par un avocat commis d'office, désigné pour octroyer l'assistance juridique garantie par l'Etat (art. 60 CPP). Les victimes sans capacité d'exercice ou avec une capacité réduite d'exercice sont représentées par leurs représentants légaux (les parents, les parents adoptifs, les tuteurs, les curateurs) (art.77 CPP).

Affaires administratives - les personnes traduites devant la responsabilité administrative peuvent se représenter elles-mêmes ou par le biais d'un avocat (art.254 CCA). Les personnes sans capacité d'exercice ou avec une capacité réduite d'exercice sont représentées par leurs représentants légaux (les parents, les parents adoptifs, les tuteurs, les curateurs) (art.256 CCA).

150) Is the lawyer profession organised through? (multiple options possible)

- a national bar?
 a regional bar?
 a local bar?

151) Is there a specific initial training and/or examination to enter the profession of lawyer?

- Yes
 No

If not, please indicate if there are other specific requirements as regards diplomas or university degrees :

152) Is there a mandatory general system for lawyers requiring in-service professional training?

- Yes
 No

153) Is the specialisation in some legal fields tied with specific training, levels of qualification, specific diploma or specific authorisations?

- Yes
 No

If yes, please specify:

L'avocat peut se spécialiser dans différentes branches du droit et exercer la profession en conformité avec la spécialité. (art.45 al.7 de la Loi n°1260-XV du 19.07.2002 sur la profession d'avocat)

F.1**Please indicate the sources for answering questions 146 and 148:****Comments for interpreting the data mentioned in this chapter:**

146 et 148 - Barreau des Avocats de la Republique de Moldova

Q146 : L'un des motifs de l'augmentation du nombre d'avocats peut être l'adoption de la Loi n° 102 du 28 mai 2010 modifiant la Loi sur l'organisation du service d'avocat, y compris l'article 10, par lequel on a élargi le nombre des personnes exemptées de l'effectuation du stage professionnel et de l'examen de qualification, notamment les personnes qui détiennent le titre de docteur en droit. Alors, en dehors des personnes admises à l'examen de qualification à la profession d'avocat, on a accordé des licences aux demandeurs qui détiennent le titre de docteur. De même, au sens de l'article 10 de la Loi, on a admis les personnes avec un stage professionnel de 10 ans dans la profession de juge ou de procureur et si, pendant le 6 mois suivant la démission de la fonction respective ils ont sollicité la délivrance de la licence à l'exercice de la profession d'avocat. Le nombre d'avocats a également augmenté suite à l'augmentation du nombre d'avocats ayant repris leur activité.

Q153 : Il est nécessaire de substituer le texte (art.45 al.7 de la Loi n°1260-XV du 19.07.2002 sur la profession d'avocat) par le texte (art.53 al.7 de la Loi n°1260-XV du 19.07.2002 sur la profession d'avocat)

Les articles de la Loi sur la profession d'avocat ont été réénumérés au sens de l'alin. (7) art.V de Loi n° 102 du 28 mai 2010 modifiant et complétant certains actes législatifs, voilà pourquoi l'erreur a été admise.

6. 2. Practising the profession**6. 2. 1. Practising the profession****154) Can court users establish easily what the lawyers' fees will be (i.e. do users have easy access to prior information on the foreseeable amount of fees, is the information transparent and accountable)?**

- Yes
 No

155) Are lawyers' fees freely negotiated?

- Yes
 No

156) Do laws or bar association standards provide any rules on lawyers' fees (including those freely negotiated)?

- Yes laws provide rules
 Yes standards of the bar association provide rules
 No, neither laws nor bar association standards provide rules

F.2**Useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter:**

Concernant le point 156 il est à mentionner que la valeur et la modalité de rémunération de l'honoraire des avocats qui prêtent la consultance juridique qualifiée garantie par l'Etat – sont établies par l'Arrêté du Conseil National sur l'Assistance Juridique Garantie par l'Etat et ne peut pas excéder 200 MDL par jour.

6. 3. Quality standards and disciplinary proceedings**6. 3. 1. Quality standards and disciplinary proceedings****157) Have quality standards been determined for lawyers?**

- Yes
 No

If yes, what are the quality criteria used?

158) If yes, who is responsible for formulating these quality standards:

- the bar association?
 the Parliament?
 other?

If "other", please specify:

159) Is it possible to file a complaint about :

- the performance of lawyers?
 the amount of fees?

Please specify:

Les pétitions concernant les actions des avocats peuvent être déposées à l'adresse de la Commission d'Etique et de Discipline auprès du Barreau des Avocats.

160) Which authority is responsible for disciplinary procedures?

- the judge
 the Ministry of justice
 a professional authority
 other

If other, please specify:

Selon l'article 41 de la Loi n° 1260-XV du 19 juillet 2002 sur l'organisation des avocats, la Commission d'Etique et de Discipline auprès du Barreau des Avocats examine les plaintes portées contre les actions des avocats et les cas de la transgression des normes disciplinaires et d'ethique professionnelle.

161) Disciplinary proceedings initiated against lawyers. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP. If "other", please specify it in the "comment" box below.

[If disciplinary proceedings are undertaken because of several mistakes, please count the proceedings only once and for the main mistake.]

	Total number of disciplinary proceedings initiated (1 + 2 + 3 + 4)	1. Breach of professional ethics	2. Professional inadequacy	3. Criminal offence	4. Other
Number	15	8	4	3	NA

Comment :

162) Sanctions pronounced against lawyers. If data is not available, please indicate NA. If the situation is not applicable in your country, please indicate NAP.

If "other", please specify it in the "comment" box below. If a significant difference between the number of disciplinary proceedings and the number of sanctions exists, please indicate the reasons in the "comment" box below.

	Total number of sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1.Reprimand	2. Suspension	3. Removal	4. Fine	5. Other (e.g. disbarment)
Number	10	4	0	4	1	1

Comment :

F.3

You can indicate below any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter

7. Alternative Dispute Resolution

7. 1. Alternative Dispute Resolution

7. 1. 1. Alternative Dispute Resolution

163) Does the legal system provide for mediation procedures? If no skip to question 168

[Judicial mediation: in this type of mediation, there is always the intervention of a judge or a public prosecutor who facilitates, advises on, decides on or/and approves the procedure. For example, in civil disputes or divorce cases, judges may refer parties to a mediator if they believe that more satisfactory results can be achieved for both parties. In criminal law cases, a public prosecutor can propose that he/she mediates a case between an offender and a victim (for example to establish a compensation agreement).]

- Yes
 No

164) Please specify, by type of cases, the organisation of judicial mediation:

	Court annexed mediation	Private mediator	Public authority (other than the court)	Judge	Public prosecutor
Civil and commercial cases	No	No	No	No	No
Family law cases (ex. Divorce)	No	No	No	No	No
Administrative cases	No	No	No	No	No
Employment dismissals	No	No	No	No	No
Criminal cases	No	Yes	No	No	No

165) Is there a possibility to receive legal aid for mediation procedures?

- Yes
 No

If yes, please specify:

166) Number of accredited or registered mediators who practice judicial mediation:

104

167) Number of judicial mediation procedures.

Please indicate the source in the "comment" box below:

Total number of cases (total 1+2+3+4+5)	NA
1. civil cases	NA
2. family cases	NA
3. administrative cases	NA
4. employment dismissals cases	NA
5. criminal cases	<input checked="" type="checkbox"/> Yes 15

Comment :

Institut des Réformes Pénales

168) Does the legal system provide for the following ADR.

If "other", please specify it in the "comment" box below:

Mediation other than judicial mediation?	Yes
Arbitration?	

	Yes
Conciliation?	Yes
Other alternative dispute resolution?	No

Comment :

G.1

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your system concerning ADR and the main reforms that have been implemented over the last two years

Please indicate the source for answering question 166:

Ministère de la Justice

8. Enforcement of court decisions

8. 1. Execution of decisions in civil matters

8. 1. 1. Functioning

169) Do you have enforcement agents in your judicial system?

- Yes
 No

170) Number of enforcement agents

177

171) Are enforcement agents (multiple options are possible):

- judges?
 bailiffs practising as private professionals under the authority (control) of public authorities?
 bailiff working in a public institution?
 other enforcement agents?

Please specify their status and powers:

L'huissier judiciaire c'est la personne physique investie par l'Etat de la compétence d'accomplir les activités d'intérêt public. Dans l'exercice de ses attributions fonctionnelles, l'huissier judiciaire c'est l'exposant du pouvoir étatique. Ce n'est que l'huissier judiciaire avec une licence et investi dans les conditions de la présente loi qui réalise l'exécution forcée. L'activité de l'huissier judiciaire n'est pas une activité d'entrepreneur (article 2 de la Loi sur les huissiers judiciaires n°113 du 17.06.2010)

172) Is there a specific initial training or examination to become an enforcement agent?

- Yes
 No

173) Is the profession of enforcement agents organised by?

- a national body?
 a regional body?
 a local body?
 NAP (the profession is not organised)

174) Are enforcement fees easily established and transparent for the court users?

- Yes
 No

175) Are enforcement fees freely negotiated?

- Yes
 No

176) Do laws provide any rules on enforcement fees (including those freely negotiated)?

- Yes
 No

Please indicate the source for answering question 170:

L'Union Nationale des Huissiers Judiciaires

Q170 : Le 17 juin 2010, le Parlement a adopté une nouvelle Loi sur les huissiers judiciaires, entrée en vigueur le 23.07.2010. Par l'adoption de la Loi en question on a institué un nouveau système libéral d'exécution et alors l'huissier judiciaire ne se soumet pas à la hiérarchie d'Etat.

Alors, au sens de l'article 49 de la Loi sur les huissiers judiciaires, on a délivré, sur demande, des licences pour l'activité d'huissier judiciaires sans passer un concours aux personnes qui travaillaient au moment de l'entrée en vigueur de la loi citée dans la localité visée, en qualité de directeur, vice-directeur, chef et de collaborateur de la direction d'exécution des documents civils et administratifs, du service juridique, de chef(chef adjoint) de l'office d'exécution, de collaborateur de la section civile de l'office d'exécution du Département d'Exécution et qui réunissaient les conditions prévues à l'art. 4 alin. (1) lit. a)-c) et e)-f) (sauf aux personnes détenant des fonctions temporaires). De même, au sens de l'alinéa 5) du même article, le nombre des huissiers judiciaires investis dans la fonction ne sera pas majoré pendant au moins 3 ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la Loi sur les huissiers judiciaires.

En conclusion, il est à noter qu'en 2008 il y avait des huissiers judiciaires qui avaient le statut de fonctionnaire public, mais à partir du mois de juillet 2010 il y a des huissiers judiciaires privés qui travaillent.

8. 1. 2. Efficiency of enforcement services

177) Is there a body entrusted with supervising and monitoring the enforcement agents' activity?

- Yes
 No

178) Which authority is responsible for supervising and monitoring enforcement agents?

- a professional body?
 the judge?
 the Ministry of justice?
 the public prosecutor?
 other?

If other, please specify:

179) Have quality standards been determined for enforcement agents?

- Yes
 No

If yes, what are the quality criteria used?

180) If yes, who is responsible for establishing these quality standards?

- a professional body
 the judge
 the Ministry of Justice
 other

If "other", please specify:

181) Is there a specific mechanism for executing court decisions rendered against public authorities, including for supervising such execution?

- Yes
 No

if yes, please specify

En cas de non exécution du titre d'exécution dans le délai d'au plus six mois de la date de la proposition faite sur l'exécution volontaire, l'organe d'exécution encaisse incontestablement du compte du débiteur (l'autorité publique) la somme adjugée (art.36 de la Loi n°847-XIII du 24.05.1996 sur le système budgétaire et le processus budgétaire modifié par la Loi n°172-XVI du 10.07.2008).

182) Is there a system for monitoring the execution?

Yes

No

If yes, please specify

La supervision de l'activité de l'huissier judiciaire est exercée par le Ministère de la Justice et l'Union Nationale des Huissiers Judiciaires. La supervision réside dans les contrôles effectués sur l'activité de l'huissier judiciaire par la vérification de la tenue des registres de de la procédure d'exécution, la garde des documents, l'utilisation du lien électronique avec les registres moyennât l'ordinateur, le respect des heures du programme. Le contrôle de l'activité de l'huissier judiciaire est effectué 1 fois pendant 2 ans. Des contrôles supplémentaires peuvent être effectués uniquement s'il y des données dont on doit faire la vérification. (Art. 33 de la Loi sur l'huissier judiciaire).

Les actes d'exécution dressés par l'huissier judiciaire peuvent être contestés par les parties t les autres participants au processus d'exécution, ainsi que par les tiers qui estime que les actes d'exécution ont violé un droit leur reconnu par la loi. (Art. 161 du Code d'exécution de la République de Moldova).

183) What are the main complaints made by users concerning the enforcement procedure? Please indicate a maximum of 3.

no execution at all?

non execution of court decisions against public authorities?

lack of information?

excessive length?

unlawful practices?

insufficient supervision?

excessive cost?

other?

If other, please specify:

184) Has your country prepared or has established concrete measures to change the situation concerning the enforcement of court decisions – in particular as regards decisions against public authorities?

Yes

No

If yes, please specify:

La Loi n°48 du 26.03.2011 a complété la Loi sur le système budgétaire et le processus budgétaire n°847 du 24.05.1996 avec l'article 36(1). En conformité avec les dispositions de l'article en question, les paiements visant l'acquiescement des sommes adjugées en conformité avec les titres d'exécution seront effectués sans différence si des sommes sont ou pas allouées en ce sens, mais sans dépasser la marge de 20% du budget approuvé pour l'année respective. Si le titre d'exécution produit devant les exécuteurs du budget respectifs reste sans exécution pendant 6 mois de l'arrêt judiciaire irrévocable le disposant, le créancier peut demander à l'huissier judiciaire d'engager l'exécution forcée en conformité avec la procédure établie par le Code d'exécution.

185) Is there a system measuring the timeframes of the enforcement procedures:

for civil cases?

for administrative cases?

186) As regards a decision on debts collection, please estimate the average timeframe to notify the decision to the parties who live in the city where the court sits:

- between 1 and 5 days
 between 6 and 10 days
 between 11 and 30 days
 more

If more, please specify

187) Number of disciplinary proceedings initiated against enforcement agents. If other, please specify it in the "comment" box below.

[If disciplinary proceedings are undertaken because of several mistakes, please count the proceedings only once and for the main mistake.]

Total number of disciplinary proceedings (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0
1. for breach of professional ethics	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0
2. for professional inadequacy	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0
3. for criminal offence	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0
4. Other	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0

Comment :

188) Number of sanctions pronounced against enforcement agents.

If "other", please specify it in the "comment" box below. If a significant difference between the number of disciplinary proceedings and the number of sanctions exists, please indicate the reasons in the "comment" box below.

Total number of sanctions (1+2+3+4+5)	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0
1. Reprimand	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0
2. Suspension	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0
3. Dismissal	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0
4. Fine	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0
5. Other	<input checked="" type="checkbox"/> number:	0

Comment :

H.1

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your enforcement system of decisions in civil matters and the main reforms that has been implemented over the last two years

A la réponse n° 186 - l'article 259 du Code de procédure civile dispose la notification de la copie de la décision judiciaire aux parties n'ayant pas participé à la séance judiciaire lors du prononcé de ladite décision dans un délai de 7 jours à compter du jour où la décision motivée a été rendue.

Selon l'article 242 du Code de procédure civile, la rédaction de la décision motivée peut être effectuée pendant 15 jours au maximum.

Le 17 juin 2010, le Parlement a adopté une nouvelle loi sur les huissiers judiciaires, entrée en vigueur le 23.07.2010. Par l'adoption de la Loi en question on a institué un nouveau système libéral d'exécution et alors l'huissier judiciaire ne se soumet pas à la hiérarchie d'Etat. Les huissiers judiciaires sont des personnes qui déroulent des activités indépendantes et sont chargés par l'Etat de la mission d'accomplir des fonctions d'exécution alors que la charge de ceux-ci est de mettre en application les titres d'exécution en faveur des personnes ayant autorisé l'huissier de l'accomplissement de cette activité.

Please indicate the source for answering the questions 186, 187 and 188:

Direction d'exécution judiciaire (Ministère de la Justice).

8. 2. Execution of decisions in criminal matters**8. 2. 1. Execution of decisions in criminal matters****189) Which authority is in charge of the enforcement of judgments in criminal matters? (multiple options possible)**

- Judge
 Public prosecutor
 Prison and Probation Services
 Other authority

Please specify his/her functions and duties (initiative or monitoring functions). If "other authority", please specify:

Selon l'article 468 du Code de procédure pénale, la juridiction ayant examiné l'affaire en première instance est chargée d'envoyer la décision pour sa mise en exécution. Conformément à l'article 471 du CPP, les questions concernant la mise en exécution des arrêts judiciaires est solutionnée par le juge d'instruction à la démarche de l'organe ou de l'institution chargée de la mise en exécution de la peine.

(1) L'exécution de la peine d'amende, de la peine privative du droit d'occuper certaines fonctions ou d'exercer une certaine activité, de la peine du retrait du degré militaire, du titre spécial, du degré de qualification (classification) et des distinctions d'Etat, de la peine du travail non rémunéré au profit de la communauté, l'exécution des arrêts visant la condamnation avec la libération conditionnée de l'exécution de la peine, la libération conditionnelle avant le délai, le remplacement de la partie inexécuté de la peine par une peine plus assouplie, la libération de peine des mineurs, l'ajournement de l'exécution de la peine appliquée aux femmes enceintes ou aux femmes avec des enfants avec l'âge de moins de 8 ans ainsi que l'exécution des peines appliquées aux personnes morales, est assurée par les offices d'exécution, sauf l'exception établie à l'art.306 du présent code.

(2) L'exécution de la peine d'amende appliquée aux condamnés exécutant la peine de l'arrêt, de l'emprisonnement ou de la détention à perpétuité est assurée par les pénitenciers.

(3) L'exécution de la peine de l'arrêt, de l'emprisonnement ou de la détention à perpétuité est assurée par les pénitenciers. L'exécution de la peine d'arrêt des militaires à terme est assurée par le commandement de l'unité militaires.

(4) L'exécution de la peine visant le renvoi dans une unité militaire disciplinaire est assurée par l'unité disciplinaires des Forces Armées. (Article 173 du Code d'exécution n° 443 du 24.12.2004).

190) Are the effective recovery rates of fines decided by a criminal court evaluated by studies?

- Yes
 No

191) If yes, what is the recovery rate?

- 80-100%
 50-79%
 less than 50%
 it cannot be estimated

Please indicate the source for answering this question:

H.2

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your enforcement system of decisions in criminal matters and the main reforms

that have been implemented over the last two years

9. Notaries

9. 1. Notaries

9. 1. 1. Notaries

192) Do you have notaries in your country? If no go to question 197

- Yes
 No

193) Are notaries:

If other, please specify it in the "comment" box below.

- | | | |
|--|--|-----|
| private professionals (without control from public authorities)? | <input type="checkbox"/> number | |
| private professionals under the authority (control) of public authorities? | <input checked="" type="checkbox"/> number | 276 |
| public agents? | <input type="checkbox"/> number | |
| other? | <input type="checkbox"/> number | |

Comment :

194) Do notaries have duties (multiple options possible):

- within the framework of civil procedure?
 in the field of legal advice?
 to certify the authenticity of legal deeds and certificates?
 other?

If "other", please specify:

Le notaire accomplit les actes notariaux suivants:

la légalisation des signature apposées sur les documents;

la légalisation des copies des documents et des extraits des documents;

la traduction et la légalisation des traductions;

les actes de protestes des traites;

la présentation des chèques en vue du paiement et la certification de l'omission de leur règlement;

la réception en vue du dépôt des sommes d'argent et des titres des valeurs;

la garde des documents;

la médiation dans les conditions de la loi.

195) Is there an authority entrusted with supervising and monitoring the the notaries' activity?

- Yes
 No

196) Which authority is responsible for supervising and monitoring notaries:

- a professional body?
 the judge?
 the Ministry of justice?
 the public prosecutor?
 other?

If other, please specify:

Selon l'article 28 de la Loi sur le Notariat n°1453 -XV du 08.11.2002, la supervision exercée par le Ministère de la Justice réside dans l'organisation des contrôles de l'activité des notaires, y compris la tenue des registres des notaires, la garde des documents, l'utilisation du lien électronique avec les registres moyennant le réseau électronique, le respect des heures de programme etc. Le contrôle est organisé une fois dans deux ans. Les contrôles complémentaires seront effectués si des données doivent être soumises à la vérification surviennent.

En vertu de l'article 29 de la même Loi on prévoit le contrôle judiciaire de l'activité des personnes qui exercent une activité notariale, exercée par l'instance de jugement. Les actes notariaux peuvent être contestés dans les conditions de la loi par les parties ou par toute personne intéressée devant les tribunaux de droit commun de la circonscription territoriale dont le notaire déroule son activité.

L'activité financière du notaire est soumise au contrôle des organes étatiques habilités, dans les conditions de la loi.

I.1

You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter

- the characteristics of your system of notaries and the main reforms that have been implemented over the last two years

Le 23 décembre 2009, le Parlement de la République de Moldova a adopté la Loi n° 130-XVIII modifiant et complétant certains actes législatifs qui a porté amendements à la Loi sur le notariat. Suite aux modifications de la législation on a exclu l'institution des notaires d'Etat en instituant une seule catégorie de notaires – notaires publics. Le changement de la dénomination de „notaires privés” en „notaires publics” a été justifié par le caractère public de cette institution.

10. Court interpreters

10. 1. Court interpreters

10. 1. 1. Court interpreters

197) Is the title of court interpreters protected?

- Yes
 No

198) Is the function of court interpreters regulated by legal norms?

- Yes
 No

199) Number of accredited or registered court interpreters:

204

200) Are there binding provisions regarding the quality of court interpretation within judicial proceedings?

- Yes
 No

If yes, please specify (e.g. having passed a specific exam):

201) Are the courts responsible for selecting court interpreters? If no, please indicate in the "comment" box below which authority selects court interpreters.

- Yes for recruitment and/or appointment for a specific term of office
Yes for recruitment and/or appointment on an ad hoc basis, according to the specific needs of given proceedings
- No

Comment :

J.1

You can indicate below any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter:

Please indicate the sources for answering question 199:

Ministère de la Justice (Département d'administration judiciaire)

11. Judicial experts

11. 1. Judicial experts

11. 1. 1. Judicial experts

202) In your system, what type of experts can be requested to participate in judicial procedures (multiple choice possible):

- "expert witnesses", who are requested by the parties to bring their expertise to support their argumentation
- "technical experts" who put their scientific and technical knowledge on issues of fact at the court's disposal
- "law experts" who might be consulted by the judge on specific legal issues or requested to support the judge in preparing the judicial work (but do not take part in the decision)

203) Is the title of judicial experts protected?

- Yes
- No

204) Is the function of judicial experts regulated by legal norms?

- Yes
- No

205) Number of accredited or registered judicial experts (technical experts)

299

206) Are there binding provisions regarding the exercise of the function of judicial expert within judicial proceedings?

- Yes
- No

If yes, please specify, in particular the given time to provide a technical report to the judge:

Peut être expert judiciaire la personne qui:

- a) a la capacité d'agir avec discernement
- b) a une formation universitaire supérieure, la formation respective dans un certain domaine de l'expertise judiciaire et a obtenu la qualification d'expert judiciaire;
- c) possède des connaissances spéciales dans les domaines les plus divers de la science, technique, médecine, art et d'autres domaines de l'activité humaine nécessaires pour rédiger un rapport d'expertise;
- d) est attestée en qualité d'expert judiciaire dans un certain domaine;
- e) n'a pas d'antécédents pénaux;
- f) jouit d'une bonne réputation professionnelle;
- g) déroule l'activité dans une institution publique d'expertise judiciaire ou a été attestée conforme en qualité d'expert particulier avec l'enregistrement dans le Registre d'Etat des experts judiciaires attestés. (article 8 de la Loi n° 1086 du 23.06.2000 sur l'expertise judiciaire, les constatations techniques et scientifiques et médico-légales)

207) Are the courts responsible for selecting judicial experts?

If no, please indicate in the "comment" box below which authority selects judicial experts?

- Yes for recruitment and/or appointment for a specific term of office
- Yes for recruitment and/or appointment on an ad hoc basis, according to the specific needs of given proceedings
- No .

Comment :

L'expertise est effectuée par l'expert de l'institution désigné dans la décision de l'instance de jugement. S'il n'y a pas de référence concrète à un expert c'est le dirigeant de l'institution d'expertise qui désigne l'expert et en informe l'organe ayant disposé l'expertise.

K.1

You can indicate below any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter:

Please indicate the sources for answering question 205:

Le Centre national d'expertises judiciaires auprès du Ministère de la Justice.

12. Foreseen reforms

12. 1. Foreseen reforms

12. 1. 1. Reforms

208) Can you provide information on the current debate in your country regarding the functioning of justice? Are there foreseen reforms? Please inform whether these reforms are under preparation or have only been envisaged. If possible, please observe the following categories:

1. (Comprehensive) reform plans

2. Budget

3. Courts and public prosecution services (e.g. powers and organisation, structural changes - e.g. reduction of the number of courts -, management and working methods, information technologies, backlogs and efficiency, court fees, renovations and construction of new buildings)

4. High Judicial Council

5. Legal professionals (judges, public prosecutors, lawyers, notaries, enforcement agents, etc.): organisation, education, etc.

6. Reforms regarding civil, criminal and administrative laws, international conventions and cooperation activities

7. Enforcement of court decisions

8. Mediation and other ADR

9. Fight against crime and prison system

10. Other

1. Programmes de réforme généraux

1.1 La Stratégie de Réorganisation dans le domaine de la Justice pour les années 2011-2016 a été adoptée le 25 novembre 2011 par le Parlement.

Pour la réalisation efficace et consolidée de la Stratégie, il a été adopté par l'Arrêté du Parlement du 16 février 2012 le Plan d'actions pour la mise en œuvre de la Stratégie de réorganisation dans le domaine de la Justice pour les années 2011-2016, dont l'élaboration a été dictée par la nécessité de transformer la Stratégie dans un instrument facilement applicable, avec une planification claire des actions, une consécution détaillée de celles-ci, mais aussi l'élucidation des fonds budgétaires et extrabudgétaires, utilisés et/ou attirés en ce sens.

2. Tribunaux et Ministère Public

2.1 Suite à la déclaration de la non constitutionnalité le 09.09.2012 de la Loi n° 22.07.2011 modifiant et complétant certains actes législatifs visant la liquidation des instances économiques, le Ministère de la Justice a élaboré le projet de Loi modifiant et complétant certains actes législatifs approuvé par la Loi n° 26 du 6 mars 2012. Alors, par la loi en question a été réformé le système judiciaire par la réorganisation des instances économiques dans des instances commerciales et la liquidation de la Cour d'Appel Economique.

5. Professionnels de la justice

5.1 Un projet de Loi sur la sélection, la carrière et l'évaluation des performances des juges a été élaboré en vue de la réalisation du Programme d'activité du Gouvernement „Intégration Européenne: Liberté, Démocratie, Bien-être” pour les années 2011-2014, dans la partie tenant de la réforme de la justice. Il est à mentionner que par l'Arrêté du Gouvernement n°11 du 20.02.2012 le projet en question a été adopté et remis au Parlement aux fins de l'examen. Le présent projet suppose un nouveau mécanisme de la sélection des candidats à la fonction de président et vice-président d'instance, du transfèrement du juge dans une instance du même degré ou une instance inférieure. L'élément novateur de ce projet c'est que les actions précitées seront effectuées en conformité avec des critères clairs, transparents, objectifs, fondés sur les performances et par les organes responsables de ce processus.

7. Exécution des décisions de justice

7.1 Afin de créer un mécanisme viable pour l'exécution des arrêts nationaux définitifs et d'empêcher des violations similaires constatées par la Cour Européenne dans les cas mentionnés ont été prises les mesures suivantes:

- Par la Loi n°48 du 26.03.2011 a été complétée la Loi sur le système budgétaire et le processus budgétaire n° 847 du 24.05.1996 avec l'article 36 (1). En conformité avec les dispositions de l'article mentionné, les paiements visant l'acquittement des sommes adjugées en conformité avec les titres d'exécution seront effectués sans différence si des sommes sont ou pas allouées en ce sens, mais sans dépasser la marge de 20% du budget approuvé pour l'année respective. Si le titre d'exécution produit devant les exécuteurs du budget respectifs reste sans exécution pendant 6 mois de l'arrêt judiciaire irrévocable le disposant, le créancier peut demander à l'huissier judiciaire d'engager l'exécution forcée en conformité avec la procédure établie par le Code d'exécution.

- Le 21.04.2011 a été adoptée la Loi n° 87 sur l'indemnisation par l'Etat des dommages causés par la violation du droit à un procès dans un délai raisonnable ou à l'intérieur d'un droit raisonnable pour l'exécution de l'arrêt judiciaire. Le but de la loi est la création en République de Moldova d'un remède interne efficace de la compensation des dommages causés par la violation du droit dans le procès dans un délai raisonnable ou à l'intérieur d'un droit pour l'exécution dans un délai raisonnable du jugement.